

inprecor

correspondance de presse internationale
inprecor

BANGLADESH, VENEZUELA,
IRAN, FRANCE, ÉTATS-UNIS...

L'instabilité permanente d'un système en crise

Venezuela : la gauche pro-Maduro tourne le dos au peuple

Au cœur des prisons israéliennes

Élection présidentielle en Iran

Le surréalisme comme mouvement révolutionnaire

n° 724

septembre 2024

10 € / 15 CHF

Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : +33 1 49 28 54 87

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies,
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

Éditorial

Antoine Larrache

L'instabilité permanente d'un système en crise 3

Venezuela

Ana C. Carvalhaes et Luis Bonilla-Molina

La gauche pro-Maduro tourne le dos aux travailleurs et au peuple du Venezuela 4

Bangladesh

Sushovan Dhar

La victoire du mouvement de protestation au Bangladesh 9

Iran

Houshang Sepehr

Il était une fois l'élection présidentielle en Iran 13

États-Unis

Kay Mann

Les dynamiques de l'élection présidentielle étatsunienne 19

Palestine

Oneg Ben Dror

Au cœur de l'enfer des prisons israéliennes 23

Grande-Bretagne

Dave Kellaway

Les fascistes bloqués par l'action de masse 27

Philippines

Alex de Jong

Comment la gauche a organisé la diaspora philippine 29

Culture

Michael Löwy

Le surréalisme comme mouvement révolutionnaire 32

Rencontres internationales de jeunes

Jeunesses anticapitalistes

Un grand succès pour le camp international de jeunes 36

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens
numéros



Les réseaux
sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer,
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois) 55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois) 71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois) 90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

L'instabilité permanente d'un système en crise

Ces derniers mois ont donné lieu à une succession de crises locales dont l'ampleur est confondante. Ces crises sont l'occasion de mouvements de masse au sein desquels nous souhaitons des décantations qui s'attaquent au système.

Par
Antoine Larrache*

L'élection au Venezuela, confisquée par Maduro, provoque des décantations bienvenues à gauche, qui pourrait conduire à l'émergence d'une alternative face à la droite et à la bureaucratie. Au Bangladesh, le mouvement de masse contre les quotas a eu raison du pouvoir autocratique de Sheikh Hasina en place depuis 15 ans et ouvre une phase dans laquelle une contestation de gauche pourrait enfin exister. De même, la victoire de Masoud Pezeshkian en Iran est le symptôme des difficultés du régime à maintenir sa domination.

Dans les grandes puissances impérialistes que sont les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et même l'Allemagne, la situation est très instable, avec des poussées de l'extrême droite illustrées par les pogroms anti-immigrés en Grande-Bretagne et les scores très élevés de l'extrême droite – ceux du Rassemblement national en France et de l'AfD en Allemagne, en première place avec 32,9 % des voix dans le Land de Thuringe. Face à cette menace, des contre-tendances existent : les mobilisations antiracistes en Grande-Bretagne, la poussée de la gauche avec le Nouveau Front populaire en France, la pression qui a conduit au remplacement de Biden par Kamala Harris pour la présidentielle étatsunienne, etc. Cela ne produit pas mécaniquement des alternatives anticapitalistes, mais cela contribue à renouveler les débats à gauche et à mobiliser des classes populaires restées longtemps passives.

La crise permanente

Ce qui apparaît de plus en plus, c'est une instabilité très importante dans de très nombreux pays du monde. En toile de fond, il y a la crise profonde du système, et notamment sa dimension économique, qui s'aggrave chaque mois un peu plus. Ainsi, en Saxe – Land d'Allemagne où l'extrême droite a également obtenu des scores très élevés – le mastodonte de l'électronique Intel devrait geler voire abandonner son projet d'usine géante. Les ventes de voitures électriques ont baissé de 37 % en Allemagne en juillet, Volkswagen envisage de fermer des usines pour faire face au très important recul de ses marges. Tandis que les immatriculations ont baissé de 24 % en France par rapport à août 2023.

Plus globalement, la productivité stagne voire se rétracte ans l'Union européenne, une centaine de pays du sud global sont proches de la cessation de paiement et la croissance en Chine et en Inde n'arrive plus à dépasser à 5 ou 6 %.

Les conséquences budgétaires ne se font pas attendre : le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire préconise de réaliser 16 milliards d'économies immédiates sur le budget en cours, l'Union européenne ayant de son côté lancé une procédure pour « déficit excessif » contre le pays, dont le déficit public a atteint 5,5 % du PIB.

Les marges du système disparaissent

Dans ce cadre, la gestion des différentes économies nationales

devient un casse-tête, les clivages de classe s'exacerbent et l'opposition s'accroît entre des courants bourgeois de plus en plus autoritaires et le mouvement ouvrier. Celui-ci est donc percuté et parfois redynamisé. Pour les révolutionnaires, l'enjeu est de combiner différentes dimensions : la construction de dynamiques unitaires démocratiques larges, le développement de l'auto-activité et de l'organisation de la classe ouvrière, et un projet alternatif au capitalisme.

Les difficultés sont importantes car dans bien des pays, il n'existe pas de courants politiques ouvriers indépendants, pour des raisons historiques ou démocratiques. Ainsi, même en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, il est par exemple difficile de construire une gauche indépendante du Parti démocrate ou du Labour alors que le système électoral élimine les voix dissidentes. En France, on voit avec le Nouveau Front populaire l'enjeu de combiner ce front large, antifasciste, avec la construction d'une gauche plus radicale, plus indépendante des institutions de gestion du capitalisme, et avec la nécessité de rassembler les révolutionnaires unitaires pour préparer les affrontements qui sont devant nous.

Il s'agit en fin de compte, dans des situations qui changent rapidement et où les conflits s'exacerbent, de travailler conjointement à la construction de l'indépendance de classe, par son activité militante, avec la construction d'organisations ayant un projet révolutionnaire qu'elles discutent et disputent au sein de la gauche. ■

Le 3 septembre 2024

* Antoine Larrache est rédacteur d'Inprecor, membre de la direction de la IV^e Internationale.

La gauche pro-Maduro tourne le dos aux travailleurs et au peuple du Venezuela

Contrairement à ce qui s'est passé lors des dizaines d'élections qui ont eu lieu au Venezuela depuis 25 ans et la victoire d'Hugo Chávez en 1998, après le vote du 28 juillet 2024, toute la gauche latino-américaine – y compris les soutiens au « progressisme » – s'est divisée de fond en comble.

Par
Ana C. Carvalhaes et
Luis Bonilla-Molina*

Un secteur de plus en plus restreint, mais encore important, avec de nombreux intellectuels, reprend l'argument du Forum de São Paulo (1) selon lequel, pour sauver le Venezuela et la région de l'impérialisme américain, il faudrait soutenir à tout prix le gouvernement de Nicolás Maduro. Et il faudrait à ce titre accepter que Maduro se maintienne au pouvoir sans, contrairement aux fois précédentes, avoir réellement gagné les élections – puisqu'il refuse jusqu'à présent de présenter les preuves de sa victoire.

Selon cette logique, davantage basée sur la géopolitique classique que sur le marxisme, non seulement tout se vaut, mais tous les moyens sont bons pour « ne pas céder » le pouvoir vénézuélien (et le pétrole) « à la droite ». Selon cette logique géopolitique, le fait que Nicolás Maduro ait gagné ou perdu les élections est un élément secondaire par rapport à l'impérialisme « nationaliste progressiste » d'empêcher l'impérialisme américain, incarné par le candidat de l'opposition Edmundo González, de s'installer au palais de Miraflores et de mettre ainsi en péril la

1) Vaste rassemblement de partis de gauche, lancé par le PT en 1990 et composé aujourd'hui de plus de 100 organisations, dont le Parti communiste de Cuba, le parti d'Ortega au Nicaragua, le MAS bolivien d'Evo Morales. Le Frente Amplio d'Uruguay a commencé à prendre ses distances avec Maduro depuis plus d'un an. Aujourd'hui, Lula, Petro et Lopez Obrador ont définitivement « divisé » le bloc.

propriété étatique de PDVSA (Pétrôles de Venezuela SA), qui possède l'une des plus importantes réserves de pétrole et de gaz de la planète. Une partie des « progressistes », il est vrai, se focalisent moins sur le pétrole que sur la tragédie que constituerait la reconnaissance de la défaite de Maduro, perçu comme un homme de gauche, dans un contexte de progression de l'extrême droite dans le monde et dans la région. Pour tous, il n'y aurait pas d'autre issue que de s'aligner sur Maduro ; pas même une négociation entre les deux parties du conflit – comme le proposent Lula et Gustavo Petro – certainement pour rechercher un partage des pouvoirs entre les deux camps, avec des garanties pour protéger l'intégrité de PDVSA et certaines libertés démocratiques.

L'histoire et les faits n'ont pas d'importance

Posons la question, pour rafraîchir les mémoires : quelle est la ligne de partage entre la droite et la gauche – la parole ou les actes ? Maduro maintient un verbiage de gauche. Il affirme que son gouvernement est une « alliance militaire-policière-populaire » anti-impérialiste et pour le socialisme. Il a besoin de défendre sa légitimité à l'intérieur et comme à l'extérieur en tant que successeur de Chávez, alors qu'il n'a fait que réduire les conquêtes et l'héritage des années progressistes du processus bolivarien. Au-delà des apparences, sa politique depuis 2013 a consisté à favoriser l'enrichissement d'un nouveau secteur d'entreprises dans le pays et, comme un Bonaparte, il a négocié avec les différentes

fractions de la bourgeoisie vénézuélienne, nouvelles et anciennes (à l'exception de la partie la plus liée à l'extrême droite yankee, à savoir Maria Corina Machado et Edmundo González), afin de se maintenir au gouvernement. En même temps que sa dérive ouvertement autoritaire, Maduro a toujours favorisé les entreprises, en particulier les services pour l'industrie pétrolière, largement distribués aux échelons supérieurs de ses forces armées et de sa police. De là viennent ses alliances.

Même sous le feu nourri des sanctions impérialistes occidentales contre le Venezuela – initiées par l'administration Obama, poursuivies par Trump et assouplies avec Biden –, il n'a jamais pris la moindre mesure pour affronter le système financier mondial.



Ana C. Carvalhaes

Ana C. Carvalhaes est journaliste, titulaire d'une maîtrise en Économie politique internationale et membre du PSOL (Brésil) et membre de la direction de la IV^e Internationale.



Luís Bonilla-Molina

Luís Bonilla-Molina est professeur d'université, pédagogue critique et président de la Société vénézuélienne d'éducation comparée.

lisé et ses soutiens internes. Il a alloué une part substantielle du budget national en baisse à des banques privées pour garantir la vente de devises étrangères à des entreprises privées et rentières. Dans les faits, c'est une politique qui subventionne et favorise les riches (2).

En même temps (depuis le décret 2792 de 2018), il interdit les grèves, l'expression de revendications, le droit de la classe ouvrière à se mobiliser et à s'organiser ainsi que la légalisation de nouveaux syndicats, tout en poursuivant et en envoyant en prison les dirigeants syndicaux qui remettent en question les pratiques internes des entreprises, ou qui demandent simplement une augmentation de salaire et une assurance maladie. C'est ce qui s'est passé à Siderúrgica del Orinoco (Sidor), la plus grande concentration de prolétaires au Venezuela : après une mobilisation pour les salaires et des avantages sociaux en juin et juillet 2023, les grévistes et les dirigeants du mouvement ont été victimes d'une intense répression. Leonardo Azócar et Daniel Romero, délégués syndicaux, sont emprisonnés depuis (3).

L'« anti-impérialisme » de Maduro et de son entourage ne l'empêche pas de livrer aujourd'hui le pétrole dont les États-Unis ont besoin, par l'intermédiaire de Chevron et d'autres grandes entreprises étrangères, comme Repsol (4), dans un contexte où le Trésor américain autorise ces entreprises à extraire l'or noir vénézuélien mais leur

interdit de payer des impôts et des redevances au Venezuela. L'acceptation de ces conditions néocoloniales montre les limites de l'anti-impérialisme maduriste (5).

Les sanctions contre le Venezuela se sont assouplies sous Biden (sous la pression du conflit avec la Russie), mais Maduro continue à prendre prétexte des sanctions pour faire avancer un ajustement structurel qui affecte radicalement celles et ceux qui vivent de leur travail. En termes politiques, au Venezuela le discours contre les sanctions américaines (qui sont réelles, concrètes et détestables) a perdu son efficacité politique au regard du train de vie outrageusement luxueux de ceux qui dirigent aujourd'hui le pays, avec leur lot d'affaires de corruptions de milliardaires (6).

La classe ouvrière comme élément accessoire

La situation de la classe ouvrière vénézuélienne comme base de l'analyse de la gauche a été remplacée chez les pro-Maduro par la mode de la « géopolitique du pétrole ». Cette géopolitique binaire ne voit que la contradiction entre l'impérialisme et l'État vénézuélien (c'est une contradiction réellement importante). Mais elle n'est pas suffisamment dialectique pour prendre

en compte, dans un scénario de contradictions multiples, l'articulation entre la situation matérielle et politique de la classe ouvrière, ses aspirations et ses perspectives. C'est comme s'il s'agissait d'une question accessoire ou d'une contradiction secondaire. Le

« mantra » des pro-Maduro pour omettre l'analyse de classe est la nécessité d'empêcher la droite d'arriver au pouvoir, ignorant le fait que le gouvernement du Venezuela applique des recettes économiques structurelles de la droite, avec une rhétorique de gauche.

Il suffirait de parler aux travailleurs/ses (et non à la bureaucratie des patrons du CBST) de Sidor, de PDVSA, aux enseignant-es et aux professeur-es d'université pour constater la situation matérielle terrible dans laquelle ils vivent (salaire minimum de 4 euros par mois, salaire moyen de 120 euros par mois, dont 80 % de primes), alors qu'ils subissent la pire restriction de

leurs libertés démocratiques depuis des décennies pour s'organiser, se mobiliser et lutter.

Sur la question des élections du 28J (28 juillet 2024), les nouveaux géopoliticiens du progressisme s'opposent aux grands médias internationaux (CNN, CBS et autres), mais en miroir. Ils ne défendent pas les intérêts de María Corina Machado et d'Edmundo González, mais ceux de Maduro et de la nouvelle bourgeoisie, avec le faux axiome selon lequel Maduro c'est la classe ouvrière, sans analyser ce qu'ont été les politiques anti-ouvrières et antipopulaires de Maduro. Ils tombent dans le piège du « fétichisme juridique » en limitant leur analyse de la situation aux résultats des élections, et sans critères de classe. La question n'est pas seulement que Maduro et le CNE n'ont pas montré comment leurs comptes ont pu donner la victoire au président lors des élections du 28 juillet, mais comment cette situation affecte les libertés démocratiques concrètes avec lesquelles la classe ouvrière agit et survit.

S'il n'y a pas de transparence et de légitimité dans les élections nationales, où les candidats enregistrés représentaient différentes nuances des programmes bourgeois, il est difficile d'envisager le rétablissement des libertés démocratiques minimales dont la classe ouvrière a besoin pour se défendre contre l'offensive du capital : le droit à des salaires décents, le droit de grève, la liberté d'association, la liberté de se mobiliser, d'exprimer des opinions et de s'organiser dans des partis politiques. La classe ouvrière est fondamentalement concernée par la façon dont la situation après le 28J permet ou restreint, à court terme, les libertés dont

2) Sur la politique économique de Maduro et ses relations avec les entreprises du pays, voir « Maduro, las élites y la "perestroika" venezolana », Tony Frangie Mawad, *Nueva Sociedad*, juin 2024.

3) « Sindicatos, organizaciones sociales, activistas y trabajadores se sumaron a la protesta digital por la libertad de los sidoristas presos », *Aporrea*, 20 mai 2024.

4) Chevron est la deuxième compagnie pétrolière des États-Unis, derrière ExxonMobil. Repsol est une société espagnole.

5) Ce sont les conditions définies par la Licence 44, par laquelle l'administration Biden, en octobre 2023, a rétabli l'autorisation de vendre légalement du pétrole vénézuélien à des entreprises privées, américaines ou étrangères.

6) Un détournement de fonds de PDVSA estimé à 15 milliards de dollars a entraîné la chute du président de l'entreprise publique et ancien ministre du pétrole, Tareck El Aissami, en avril dernier. Voir « Venezuela : arrestation de l'ex-ministre du pétrole Tareck El Aissami, accusé de corruption », 10 avril 2024, RFI avec AFP.

elle a besoin pour s'exprimer en tant que classe exploitée. Mais cette contradiction n'entre pas dans la logique et le discours de la nouvelle géopolitique progressiste.

Omissions et silences compromettants

Peu importe à ces « progressistes » que l'organisation syndicale et politique des travailleurs et du peuple ait été réprimée (7), ni que Maduro ait empêché tout secteur à gauche du PSUV de participer aux dernières élections du pays – allant jusqu'à infiltrer, poursuivre en justice et attaquer les directions du Mouvement électoral populaire (MEP), du Parti de la Patrie pour Tous (PPT), des Tupamaros et du Parti communiste du Venezuela (PCV), lui-même mis sous tutelle ! (8) Les partisans de Maduro omettent de mentionner qu'après le 28 juillet, le gouvernement a intensifié la répression, non plus contre la classe moyenne, mais contre la classe ouvrière, envoyant environ 2 000 jeunes en prison avec des peines présentées comme de la rééducation, ce qui signifie les soumettre à des rituels publics vexatoires de lavage de cerveau.

Ils restent silencieux sur la construction de deux prisons de sécurité maximale pour ceux qui sont pris à protester ou à inciter à protester sur les réseaux sociaux. Ils ignorent l'emprisonnement de plusieurs politiciens de l'opposition et les menaces directes proférées à la télévision à l'encontre d'autres personnes – comme Diosdado Cabello, le ministre du « marteau » (9), l'a fait à l'égard de l'ancien maire de Caracas, Juan

Barreto, ou de Vladimir Villegas, le frère du ministre de la Culture et Président d'une commission parlementaire. Si la menace qui pèse sur les personnalités publiques est d'une telle ampleur, elle est pire à l'égard des gens ordinaires qui ne sont pas des figures médiatiques. Récemment, nous avons assisté au déploiement de forces de sécurité en civil pour menacer des activistes – comme cela s'est produit samedi contre Koddy Campos et Leandro Villoria, leaders de la communauté LGBTQI à Caracas. Dans les jours suivants, dans le traditionnel bastion chaviste du « 23 de Enero » (quartier « 23 Février ») à Caracas, où les maisons des activistes ont été taguées par des agents du gouvernement pour les effrayer contre la possibilité de manifestations.

La « gauche géopolitique » reste silencieuse sur le nombre de morts après le 28J (plus de 20, selon les estimations des organisations de défense des droits humains et des mouvements sociaux), reprenant à son compte le récit selon lequel il ne s'agirait que de gens de droite. Non seulement c'est faux, mais cela constitue, en matière de droits, un retour en arrière par rapport aux progrès réalisés au cours des périodes post-dictature dans la région.

Les tenants du « progressisme géopolitique » reproduisent le mirage d'un gouvernement populaire qui n'existe plus, effacé par l'attitude de caméléon et les politiques anti-ouvrières de Maduro. Ils acceptent les luttes de la classe ouvrière vénézuélienne uniquement dans le cadre permis par Maduro, pour faire vivre une image, à l'extérieur, qu'ils ne peuvent pas construire dans leur propre pays. Ce progressisme refuse de voir que, tandis que les maduristes ont des comptes certifiés (payants) sur les réseaux sociaux, le gouvernement censure le contenu des opinions des secteurs populaires (avec des comptes gratuits). Cela ne signifie-t-il rien pour eux que le gouvernement ait suspendu les réseaux X et Signal pendant 10 jours (et peut-être davantage) alors que tous les hauts fonctionnaires les conservent avec des VPN (bloqués pour le peuple).

Qu'en est-il du pétrole ?

Tous les faits graves mentionnés ci-dessus sont considérés par les partisans de

la « victoire » de Maduro comme des détails secondaires « de démocratie formelle » face au danger d'avoir à nouveau la droite « sordide » au gouvernement vénézuélien. Le raisonnement est aussi dépourvu de critères de classe que d'une vision lucide sur les réalités élémentaires du pays.

Depuis novembre 2022, dans le cadre de la guerre en Ukraine, le secrétaire américain au Trésor a autorisé Chevron à explorer et à exporter le pétrole vénézuélien, à condition que cette société ne paie aucun impôt ni aucune redevance au gouvernement vénézuélien. Ce sont des modalités néocoloniales qui étaient inconnues même du temps des gouvernements antérieurs à Chávez, et qui ont été acceptées par Maduro. Depuis lors, le Venezuela est redevenu un fournisseur stable de pétrole pour

l'Amérique du Nord. Cela explique le fait que Biden prenne des gants et que la triade « progressiste » Lula, Petro, AMLO (dont AMLO s'est retiré la semaine dernière) traîne des pieds pour se positionner.

Il faut être prudent lorsqu'on parle de l'embargo américain sur le Venezuela. Il y a deux sortes d'embargo. Celui qui a touché la nourriture, les médicaments et les pièces détachées des bus et des voitures qui permettaient la mobilité de la population a contribué de manière décisive à l'exode de quatre à cinq millions de travailleurs/ses. Mais le Venezuela a réussi à devenir le sixième fournisseur de pétrole des États-Unis, dépassant des pays comme le Royaume-Uni et le Nigeria (10).

Au Venezuela, l'enjeu est de savoir quel secteur des classes dirigeantes contrôle le commerce du pétrole, entre l'ancienne et sordide bourgeoisie oligarchique d'une part, et les nouveaux secteurs liés à l'armée « bolivarienne », enrichis sous Maduro d'autre part. Il s'agit donc d'un conflit pour savoir qui obtiendra la part du lion des recettes pétrolières. Tous garantiront l'approvisionnement en pétrole des puissances capitalistes occidentales, incontournable sur le plan géostratégique, et tous limiteront de plus en plus la distribution des revenus pétroliers au peuple – parce que c'est dans la nature des secteurs capitalistes et bourgeois, et parce que la nature de l'État, mono-extractiviste et exportateur de fossiles, n'a pas été modifiée par le processus bolivarien. Et enfin parce que Maduro,

« Les tenants du « progressisme géopolitique » reproduisent le mirage d'un gouvernement populaire qui n'existe plus, effacé par l'attitude de caméléon et les politiques anti-ouvrières de Maduro. »

7) Voir l'article de Luis Bonilla-Molina sur son site internet « Las elecciones presidenciales en Venezuela el 28J-2024: una situación inédita », 25 juillet 2024 : « Le décret 2792 de 2018 qui élimine la négociation collective et le droit de grève, les instructions de l'ONAPRE qui méconnaissent les droits acquis d'une partie importante des employés publics, travailleurs de l'éducation, de la santé et d'autres secteurs, fait partie d'une mesure naturelle d'endiguement et d'un étalage de coïncidences entre la nouvelle et l'ancienne bourgeoisie, pour avancer dans des accords avec de larges secteurs du capital national et de ses représentations politiques. »

8) Le Parti Communiste du Venezuela est sous tutelle, suite à une décision de justice le 11 août 2023, ce qui l'empêche de présenter des candidatures.

9) Diosdado Cabello (nommé ministre de l'Intérieur en août 2024) présente un programme télévisé dans lequel il condamne les déloyaux, désignés comme des traîtres, et il les exécute avec un énorme marteau. Non, il ne s'agit pas d'un conte de réalisme fantastique latino-américain...

10) « Les États-Unis achètent de plus en plus de pétrole à Caracas, tout en entravant les ventes vénézuéliennes à d'autres pays », 3 juin 2024, *Brasil de Fato*.



Une femme en tenue chaviste quitte sa maison délabrée dont la façade est ornée de propagande. À la fin du gouvernement d'Hugo Chávez © Wilfredor - CC0.

malgré sa rhétorique, n'est ni socialiste ni anti-impérialiste. Il est naïf d'imaginer que Maduro défende un programme et ait assez de courage pour affronter les desseins impérialistes de remettre sur le marché mondial le pétrole que le Venezuela peut produire. C'est une énorme erreur de fermer les yeux, au nom d'une prétendue souveraineté, sur la tendance autoritaire croissante du régime Maduro à l'encontre des travailleurs/ses et du peuple mécontents.

Tragiquement, il est également utile pour les géopoliticiens maduristes de continuer à croire que le salut du Venezuela vient de ce qui est, en réalité, sa malédiction historique : sa richesse pétrolière. Un élément que même le grand développementaliste brésilien Celso Furtado, sans être socialiste ou écologiste, avait déjà signalé comme un problème majeur pour le pays dans lequel il vivait dans les années 1950.

Y a-t-il une issue ?

La force acquise par l'opposition de droite, battue dans les urnes à plusieurs

reprises par Chávez et une fois par Maduro, et qui a maintenant à sa tête l'oligarque extrémiste Maria Corina Machado, est une tragédie. Le fait que l'extrême droite ait pu gagner ou être très proche de gagner les élections – il n'y a pas d'autre raison à l'obstination de Maduro à nier les résultats et à réprimer si durement le peuple – est une tragédie plus importante encore. Une solution pacifique est difficile à trouver et on ne peut pas accepter la remise pure et simple du gouvernement à l'extrême droite ; le moyen d'éviter le « bain de sang » dont les deux parties menacent le Venezuela pourrait donc être celui indiqué par les gouvernements brésilien et colombien : une présentation des résultats, une négociation entre les deux parties, en premier lieu avec Maduro lui-même (le groupe au pouvoir refuse de dialoguer et d'examiner les résultats de l'opposition). S'il est possible d'obtenir, dans les négociations, des libertés démocratiques minimales, la libération des prisonniers politiques, l'arrêt de la répression, une large liberté syndicale et politique des partis, il est également possible d'obtenir des clauses protégeant PDVSA.

Pour l'heure, soutenir la solution négociée proposée par la Colombie et le Brésil – qui bénéficie du soutien du Chili et du rejet, bien sûr, du dictateur Daniel Ortega – est la bonne politique, car elle est beaucoup plus prudente, pertinente et favorable aux travailleurs/ses et au peuple du pays. Cette politique s'oppose à un régime de plus en plus autoritaire, qui réprime les jeunes, les syndicalistes et les opposant-es de gauche, et elle est moins naïve et bureaucratique que la simple validation des irrégularités et de l'arbitraire du gouvernement. Elle permet de s'opposer à ce que l'extrême droite taille en pièces PDVSA et les quelques acquis sociaux qui subsistent, sans partir du principe erroné que Maduro et son entourage militaire bureaucratique-bourgeois garantirait la « souveraineté » vénézuélienne sur quoi que ce soit.

Souveraineté nationale et souveraineté populaire

Le « progressisme latino-américain », comme le tiers-mondisme et la gauche stalinienne, utilise le terme de souverai-



Pénurie dans les rayons des magasins vénézuéliens en novembre 2013.
© ZiaLater – CC BY-SA 3.0

neté en amalgamant deux significations différentes : la souveraineté nationale et la souveraineté populaire. Bien entendu, la souveraineté nationale est généralement une condition du plein exercice de la souveraineté populaire. Le problème est que les régimes (et les mouvements d'opinion) les plus divers, progressistes ou réactionnaires, s'approprient la défense de la souveraineté nationale face à la pression du marché mondial et de l'impérialisme.

La souveraineté nationale a été au centre des mouvements anticoloniaux et d'indépendance nationale, ainsi que des régimes populistes engageant des développements nationaux au 20^e siècle. Mais elle est au cœur de la défense des dictatures militaires – comme celles du Cône Sud de l'Amérique latine dans les années 1960 (11) –, des dictatures théocratiques – comme l'Iran –, des bureaucraties d'État et, comme nous le voyons avec Modi et Trump, des gouvernements d'extrême droite. Oui, la défense de la souveraineté

11) Le Cône Sud (en espagnol : Cono Sur ; en portugais : Cone Sul) est une expression apparue dans les années 1960 et qui désigne la zone d'Amérique du Sud la plus australe du continent. Au sens strict, le Cône Sud comprend l'Argentine, le Chili et l'Uruguay. De manière étendue, on y ajoute certaines régions du Paraguay et les États méridionaux du Brésil. Cette région est caractérisée par la très forte présence de descendant-es d'Européen-nes, fruit des courants migratoires en provenance d'Europe.

12) À suivre, les trois secteurs qui forment cette gauche hors du PSUV : « Encuentro en Defensa de los Derechos del Pueblo se pronunció contra las irregularidades electorales y la represión » (« La Rencontre pour la défense des droits des peuples a dénoncé les irrégularités électorales et la répression »), 2 août 2024, *Aporrea* ; « Les organisations politiques, sociales et syndicales demandent un audit et proposent la création d'un front démocratique populaire », 1^{er} août 2024, *Tribuna popular* (organe d'information du Comité central du Parti communiste du Venezuela) ; « Venezuela : Manifeste pour une autre campagne », 19 août 2024, revue *Movimiento*.

nationale et même les confrontations avec l'impérialisme peuvent être menées sous des régimes très régressifs. Pour nous, la défense de la souveraineté nationale a du sens en lien avec la défense de la souveraineté populaire, l'auto-organisation démocratique des masses, la conquête des libertés et des droits qui renforcent le bloc historique des classes populaires, qui peuvent construire des alternatives au capitalisme mondial et aux impérialismes qui le structurent.

De même, notamment après les expériences stalinienne du 20^e siècle, nous ne pouvons pas identifier de façon mécanique les peuples avec leurs dirigeants politiques ; la question de savoir s'ils les représentent ou non nécessite d'observer de façon dynamique leur relation. Lorsque cette relation se rompt – comme elle s'est rompue ou est en train de se rompre au Venezuela – les libertés démocratiques deviennent un point d'appui fondamental pour toute lutte pour la souveraineté, qu'elle soit populaire ou, accessoirement, nationale. Par conséquent, il n'y aura pas de forces pour garantir la souveraineté du Venezuela sur son territoire et ses richesses sans la récupération de la souveraineté populaire.

La démocratie n'est-elle pas importante ?

Les régimes de démocratie bourgeoise ne sont pas les régimes auquel nous, socialistes, aspirons stratégiquement : nous rêvons et luttons pour construire des organisations démocratiques de base, la démocratie directe, le pouvoir populaire, comme embryons d'une forme nouvelle et plus vitale de démocratie, exercée par les travailleurs et les secteurs populaires, dans

les processus militants, offensifs, révolutionnaires. Mais la démocratie formelle est-elle si méprisable que nous n'accordons aucune importance aux élections, à l'éducation ou aux résultats truqués ?

Dans un monde de plus en plus menacé par une constellation de forces d'extrême droite, notre lutte implique durablement la défense des libertés et des droits démocratiques, voire des institutions des régimes démocratiques bourgeois contre les assauts de l'extrême droite – comme nous en avons déjà fait l'expérience avec Trump, Bolsonaro, Erdogan, Orbán, etc.

Que penser d'une gauche qui méprise la démocratie au point de cautionner la manipulation des élections devant les peuples et les travailleurs/ses du monde et dans les pays (de plus en plus nombreux) où la lutte contre l'extrême droite est vitale ? Les secteurs qui se disent de gauche et qui cautionnent des régimes répressifs seront bien mal placés, d'un point de vue stratégique, dans le nécessaire processus de construction politique, théorique et pratique d'une nouvelle utopie anticapitaliste, pour entraîner de larges couches de jeunes, de femmes et de prolétaires. Une nouvelle gauche anticapitaliste de masse doit être démocratique, indépendante et se confronter aux « modèles » autoritaires, sinon elle n'existera pas.

Mais il reste une question qui devrait être la plus importante pour tout-e militant-e et toute organisation socialiste en Amérique latine et dans le monde : comment répondrons-nous aux attentes des travailleurs, du peuple et de ce qui reste de la gauche non bureaucratique au Venezuela ? Les secteurs à gauche du PSUV et les critiques sourdes au sein du PSUV lui-même – fragmentés, persécutés, certains emprisonnés, mais avec une grande partie en pleine activité contre la dictature – seront-ils abandonnés à leur sort ? (12) Pour notre part, soutenir leurs luttes, encourager leur unité pour résister, les aider à survivre et à respirer est la tâche internationaliste prioritaire. Tout ce qui ne les prend pas en compte relève peut-être de la géopolitique, mais pas de l'internationalisme par en bas. Après tout, la seule garantie stratégique d'un Venezuela souverain, de meilleures conditions de vie et de travail, d'une réorganisation et d'un pouvoir populaire à moyen terme, est entre les mains des secteurs sociaux et politiques qui ont été les protagonistes des années d'or du processus bolivarien et non entre les mains des fossoyeurs de ce processus. ■

Le 24 août 2024, traduit par Luc Mineto

La victoire du mouvement de protestation au Bangladesh

Après une répression d'État qui a provoqué des centaines de morts au Bangladesh, les manifestations de masse ont renversé Sheikh Hasina. Mais le gouvernement intérimaire dirigé par Muhammad Yunus, le gourou du microcrédit, n'est pas en mesure de s'attaquer aux graves problèmes sociaux auxquels sont confrontées les classes populaires du pays.

Par
Sushovan Dhar*

Après quinze ans au pouvoir, la Première ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, a démissionné et fui le pays le 5 août, chassée par de jeunes manifestant-es. Ce mouvement commencé contre les quotas dans la fonction publique s'est transformé en un soulèvement général contre le pouvoir autocratique de Hasina et de son parti, la Ligue Awami (LA).

La situation a été bouleversée en cinq semaines, et la victoire finale a été obtenue au prix de plus de quatre cents vies et de plusieurs milliers de blessé-es et de disparu-es. La tournure des événements dans ce pays d'Asie du Sud évoque ceux survenus au Sri Lanka en 2022 ou la révolte de masse qui a contraint le président des Philippines, Ferdinand Marcos, à fuir le pays en 1986, après deux décennies de régime autocratique.

Le 5 août, Hasina n'a eu que 45 minutes pour démissionner et quitter le pays, alors que des centaines de milliers de manifestant-es sont descendu-es dans la rue, prêts à défier le couvre-feu à n'importe quel prix. La veille encore, elle refusait de voir que son mandat de Première ministre était terminé. Cependant, une marée populaire l'a emportée, comme un puissant tsunami. C'est le chef de l'armée qui a facilité sa fuite.

Un cycle complet

Avec l'éviction d'Hasina, un cycle complet de la politique de la Ligue Awami a été bouclé. La dernière phase de consolidation de la Ligue a commencé avec sa victoire aux élections de 2008, lorsque l'alliance de quatorze partis qu'elle dirigeait a remporté une majorité écrasante de 263 sièges sur 300. Bien que le parti ait été



Sushovan Dhar

Sushovan Dhar est membre de la IV^e Internationale et syndicaliste dans le mouvement paysan en Inde. Il est membre du conseil international du Comité pour l'abolition de la dette du tiers monde (CADTM), du comité central de l'Alliance d'Asie du Sud pour l'éradication de la pauvreté (SAAPE) et vice-président du Progressive Plantation Workers Union (PPWU). Il était auparavant membre du comité éditorial du *Journal of Labour and Society*.

au pouvoir à deux reprises entre 1971 et 1975 et entre 1996 et 2001, il s'agissait d'une victoire historique.

Les élections parlementaires initialement prévues pour janvier 2007 avaient été suspendues après des mois de bouleversements politiques. Entre-temps, un gouvernement intérimaire soutenu par l'armée a continué à gouverner, ce qui a évoqué le spectre d'une autre dictature militaire, bien que sous la forme d'une mascarade. Au cours de ses vingt premières années d'existence, pendant près de seize ans, le Bangladesh a été soit directement dirigé par les militaires, soit administré par un gouvernement soutenu par l'armée.

Considéré comme une force laïque en raison de ses racines historiques et de son rôle de leader dans la guerre de libération, le parti a accédé au pouvoir en s'appuyant sur cette histoire. Depuis 2007,



Les étudiant-es ont lancé le « Bangla Blockade » pour revendiquer la suppression des quotas discriminatoires dans la fonction publique et le maintien du seul quota minimum pour les citoyens marginalisés. © Rayhan9d – CC BY-SA 4.0.

un nouveau mouvement de la société civile, soutenu par la LA, a intensifié les demandes de jugement des criminels de guerre ayant collaboré avec l'armée du Pakistan occidental.

Le parti d'opposition Bangladesh Nationalist Party (BNP), qui a gouverné entre 2001 et 2006, a participé aux élections en s'alliant avec Jamaat-e-Islami, un groupe islamique radical. Les observateurs ont également vu dans ces élections un rejet public des idéaux islamiques radicaux et une répudiation de la politique religieuse.

Deux tournants

En 1990, le mouvement pour la restauration de la démocratie (connu aussi sous le nom de Mouvement anti-autoritaire des années 90), après des années de régime militaire, constitue le premier tournant positif dans l'histoire du Bangladesh indépendant.

À partir de novembre 1997, des millions de personnes ont défilé dans les rues pour réclamer le rétablissement d'un régime civil.

Le pays a été pris en otage par les militaires, de véritables gangsters, entre 1982 et 1990, dirigés par le chef de l'armée H. M. Ershad. Son régime a constitué un épisode sombre marqué par des meurtres et des agressions, des arrestations et des détentions arbitraires, la corruption et le pillage, ainsi que la destruction de la démocratie et des valeurs démocratiques. Un soulèvement populaire a chassé Ershad et ouvert la voie à la démocratie parlementaire.

Le mouvement a contribué à l'émergence d'une nouvelle conscience progressiste, en particulier chez les jeunes, ainsi qu'à certaines réformes constitutionnelles. Il a permis de délégitimer l'emprise de l'armée sur la politique. Les partis politiques sont parvenus à un consensus sur la future trajectoire démocratique de la nation – un consensus qui a été violé par la suite. La Ligue Awami et le BNP ont grandement

1) Mouvement contre la construction d'une centrale à charbon à Rampal, un anupazila (division administrative) du district de Bagerhat, dans la division de Khulna, dans le sud-ouest du Bangladesh.

bénéficié de la perception selon laquelle ils étaient à l'avant-garde de ces luttes.

Le deuxième tournant majeur, le mouvement de 2013 connu sous le nom de mouvement Shahbag, exigeait la peine capitale pour les criminels de guerre. La LA a d'abord soutenu cette mobilisation, car elle servait ses propres intérêts et objectifs. Cependant, les manifestant-es du Shahbag ont commencé à réclamer une démocratisation plus large de la société et la fin des injustices socio-économiques.

Dans un premier temps, la Ligue a tenté de contrôler le mouvement, mais n'y est pas parvenue. Elle en a alors retiré les cadres de son parti et a harcelé les dirigeants de Shahbag, tout en encourageant les querelles internes dans leurs rangs, ce qui a paralysé la lutte. La gauche bangladaise a continué à participer aux manifestations de Shahbag, mais les organisations de gauche étaient peu nombreuses et n'avaient qu'un impact limité.

En 2014, le mouvement a perdu son élan. Ce faisant, le pays a perdu l'une de ses plus grandes chances de parvenir à une véritable démocratisation et de s'attaquer aux injustices socio-économiques sous la

pression des mouvements auto-organisés de la base. En fin de compte, le mouvement Shahbag a été anéanti.

Répression de l'opposition

Après avoir atteint cet objectif, la Ligue Awami a continué à démanteler son adversaire politique, le BNP. Pour la LA, le Jamaat-e-Islami et d'autres groupes islamiques étaient également un facteur à prendre en compte, mais le BNP était son adversaire électoral immédiat. Les dirigeants de la LA ont rapidement compris que le mécontentement à l'égard du bilan de leur gouvernance pouvait profiter au BNP sur le plan électoral.

Les dirigeants du BNP ont été arrêtés arbitrairement et des accusations ont été portées contre eux, ce qui a déstabilisé le parti. En outre, le BNP a longtemps bénéficié d'un soutien important de la part de l'armée. Toutefois, l'intérêt de l'establishment militaire pour le pouvoir civil ayant diminué, la force du parti s'est affaiblie.

Son bilan, lorsqu'il était au pouvoir entre 2001 et 2006, a été caractérisé par la corruption et des attaques violentes contre l'opposition, y compris une tentative d'assassinat contre Hasina, par une grenade, en 2004. Ce bilan a discrédité le parti et a contribué à son déclin constant, celui-ci étant combiné à l'utilisation impitoyable de l'appareil d'État par la Ligue Awami à l'encontre de son rival. Le BNP a tenté en vain de manipuler le système électoral pour s'accrocher au pouvoir en 2006, mais la Ligue a fait preuve d'une maîtrise supérieure dans ce domaine.

Le BNP s'est retiré des élections de 2014 au motif qu'elles se déroulaient dans des conditions inéquitables. Il a exigé la démission d'Hasina en tant que Première ministre pour laisser la place à une personnalité « impartiale » et « non membre d'un parti » pour superviser les élections. Cette abdication a simplement offert sur un plateau le pouvoir à la Ligue, 153 candidats sur 300 étant élu-es sans contestation.

La Ligue Awami a ensuite bloqué les activités politiques du BNP dans tout le pays, et des milliers de procès ont été intentés contre ses dirigeants et les militants, allant de la corruption à l'accusation de meurtre. Le parti n'a pas été en mesure de se remettre de toutes ces attaques et a recouru à la violence après 2014, ce qui a donné à la Ligue l'occasion de le cibler davantage. Khaleda Zia, deux fois Première ministre du BNP, a été emprisonnée pour corruption en février 2018.

Un tournant à droite

Dans le même temps, les forces de gauche engagées dans les mouvements populaires ont elles aussi été confrontées au harcèlement et à la répression. L'État a pris pour cible les dirigeant-es du mouvement Rampal (1) en les accablant de fausses accusations et en les intimidant physiquement, et les mouvements de travailleurs/ses ont subi le même sort.

Les islamistes bangladais avaient l'habitude de soutenir le BNP lors des élections. Cependant, avec le déclin du BNP, ces forces ont commencé à participer aux joutes électorales sous leur propre drapeau. Pendant ce temps, la Ligue Awami a compromis ses références laïques historiques en formant une alliance tacite avec Hefazat-e-Islam, un groupe islamiste radical qui a été responsable du meurtre de blogueurs laïcs.

Le front politique dirigé par la LA comprenait plusieurs partis islamistes

conservateurs. En outre, le gouvernement de Hasina a accordé certaines concessions aux forces islamistes, comme la validation des madrasas Qawmi, des écoles religieuses au programme conservateur qui ne sont pas réglementées par le gouvernement. Ces écoles se concentrent uniquement sur l'enseignement religieux et enferment les étudiant-es issus-es des couches les plus pauvres de la population dans des dogmes religieux mystiques. Tout cela a eu lieu malgré la prétention de la Ligue à être le sauveur suprême de la communauté religieuse hindoue minoritaire au Bangladesh.

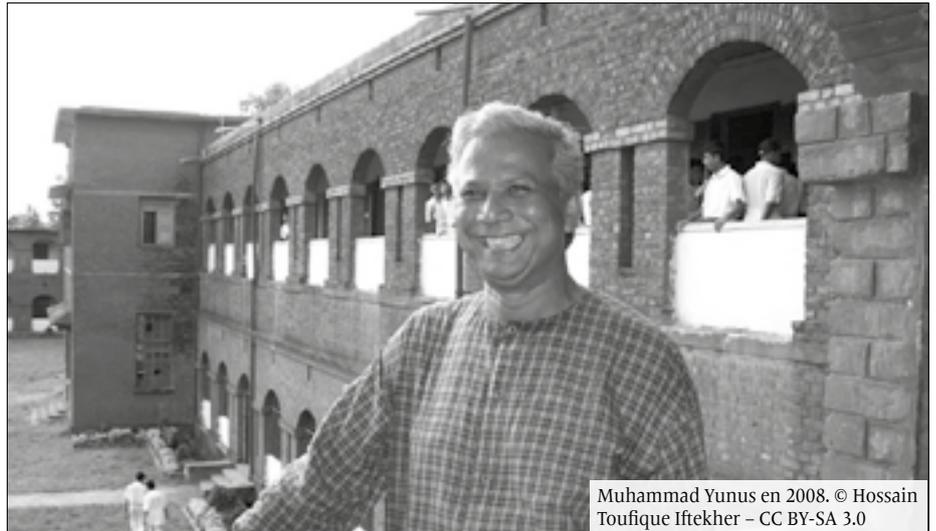
La Ligue Awami a de plus en plus pris le contrôle de l'administration de l'État par le biais du processus des nominations de fonctionnaires et soumis les médias et l'intelligentsia à son contrôle grâce à un mélange d'incitations et de coercition. À la fin de l'année 2018, la LA possédait une emprise ferme sur la bureaucratie, le système judiciaire et même l'armée, traditionnellement considérée comme un soutien majeur du BNP.

Les résultats des élections de 2018 (2) ont même dépassé les attentes les plus optimistes de la Ligue, ses candidats remportant 288 des 300 sièges en jeu. Les élections suivantes, en janvier 2024, ont été une mascarade, l'ensemble de l'opposition étant absente du scrutin. Cela a poussé la résistance dans l'arène extraparlamentaire, culminant dans les manifestations qui ont évincé Hasina.

Le gouvernement intérimaire

Trois jours après le départ d'Hasina, l'économiste Muhammad Yunus, lauréat du prix Nobel de la paix en 2006, a prêté serment en tant que chef du gouvernement intérimaire du Bangladesh. Officiellement appelé « conseiller en chef », M. Yunus dirigera une équipe de dix-sept personnes, composée de bureaucrates et d'officiers militaires à la retraite, de personnalités d'ONG, d'avocats, d'universitaires et d'autres personnes, ainsi que de quelques leaders étudiants impliqués dans la rébellion. La composition de l'équipe est diversifiée, tant par l'origine de ses membres que sur le plan ethnique et religieux, bien qu'elle ne comprenne aucun représentant de la classe ouvrière.

L'érosion constante des institutions démocratiques au Bangladesh a suscité une haine profonde à l'égard des partis politiques existants. Yunus était une figure



appropriée pour diriger le gouvernement intérimaire car il s'agit d'une personnalité connue, avec une image s'élevant au-dessus de la politique partisane tout en promouvant le développement national. Il a également été harcelé par le gouvernement d'Hasina et a failli être contraint de quitter le pays, ce qui a renforcé la sympathie à son égard.

Pour M. Yunus, cette aventure fait suite à de précédentes tentatives infructueuses d'entrer dans le champ politique. Alors que de grandes attentes sont désormais placées en lui, nous devons garder à l'esprit son rôle antérieur, en tant que promoteur des programmes de microcrédit. Loin de représenter un remède à la pauvreté rurale, ces programmes n'ont fait qu'imposer des charges supplémentaires aux pauvres. Sa défense zélée des politiques néolibérales a fait de Yunus la coqueluche des gouvernements occidentaux et de la Banque mondiale.

L'économie au cœur de la crise

Le Bangladesh, qui a longtemps été la figure de proue du développement économique de la région, a récemment connu des difficultés. Le pays a été gravement touché par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, à l'instar du Sri Lanka et du Pakistan.

On prévoit maintenant que la croissance du PIB du Bangladesh tombera en dessous de 6 % cette année et l'année prochaine. Auparavant, le pays avait connu une croissance constante de 6 à 8 % entre la fin de la crise financière mondiale et le début de l'épidémie. La valeur du Taka a chuté par rapport au dollar américain, les prêts diminuent en raison des nombreux

mégaprojets emblématiques et certains secteurs du secteur bancaire semblent instables.

Comment M. Yunus va-t-il résoudre cette crise ? Fervent partisan du fondamentalisme de marché et du capitalisme néolibéral, il demandera un renflouement au FMI, sachant pertinemment que ce dernier imposera en échange de sévères mesures d'austérité. Si de nombreux commentaires sur l'agitation politique actuelle au Bangladesh ont porté sur la tyrannie et l'autoritarisme du gouvernement de Sheikh Hasina, ils ont largement minimisé, voire complètement oublié, le changement qui s'est opéré dans l'économie du pays.

Si c'est le système des quotas qui a déclenché la rébellion, les causes sous-jacentes sont liées à des problèmes politiques et économiques plus profonds. Le Bangladesh est confronté à un chômage chronique, les deux cinquièmes des personnes âgées de quinze à vingt-quatre ans étant sans emploi et non scolarisées, selon le Bureau des statistiques du Bangladesh.

Bien que Sheikh Hasina ait affirmé qu'un miracle économique avait permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, l'essor de l'économie reposait en réalité sur le déclin de la rentabilité des capitaux bangladais. Avant la dépression provoquée par la pandémie en 2020, le rebond relatif de la rentabilité après la grande récession mondiale de 2008-2009 a commencé à s'éroder en 2013.

L'économie du pays peut-elle continuer à croître en se concentrant fortement sur la fabrication de vêtements et

2) « Bangladesh : la Première ministre Hasina remporte les législatives, l'opposition proteste », Bruno Philip, 30 décembre 2018, *Le Monde*.

Bangladesh

en exploitant une main-d'œuvre abondante et des salaires bas ? En outre, les mesures d'austérité du FMI vont recréer des conditions plus difficiles, une fois de plus, forçant les gens à descendre dans la rue après cette euphorie immédiate.

La Ligue Awami étant discréditée, les deux principales forces politiques restantes, le BNP et le Jamaat-e-Islami, espèrent que des élections anticipées les porteront au pouvoir. Cette dernière force, en particulier, semble être très bien organisée, avec des réseaux de militants dans tout le pays, et ne voudra certainement pas laisser passer cette chance.

Le soulèvement de juillet a été couronné de succès grâce à la participation d'un large éventail de forces sociales. Comme dans d'autres luttes contre des régimes autocratiques, l'aspiration populaire était celle de la liberté, largement exprimée de façon plutôt vague et abstraite. En d'autres termes, il ne s'agissait pas d'un mouvement guidé par des positions idéologiques clairement définies.

Les étudiant-es ont d'abord manifesté pour la réforme du système des quotas, mais la répression de l'État a déclenché un soulèvement de masse impliquant de larges pans de la classe ouvrière et de la classe moyenne bangladaises, qui s'est achevé par le soulèvement qui a balayé Hasina. Les étudiant-es ont gagné la confiance de la population et devront tracer la voie à suivre.

Le chemin à parcourir

On peut certainement espérer que l'esprit du mouvement étudiant contribuera à favoriser une prise de conscience plus claire de la nature d'un programme de transformation. Outre les demandes d'élections démocratiques et d'État de droit, les principaux points de ce programme comprendront des gains économiques tels que des salaires plus élevés et de meilleures protections sociales, ainsi qu'une action en faveur de la justice climatique – le Bangladesh est extrêmement vulnérable au changement climatique. On ne peut pas compter sur le gouvernement intérimaire ou ses successeurs probables pour relever l'un de ces défis.

À long terme, les événements de juillet ne déboucheront sur une issue positive que si la classe ouvrière et les autres groupes opprimés sont en mesure de jouer un rôle de premier plan, en surmontant les divisions religieuses et ethniques de la société bangladaise. Si les étudiant-es

ont amorcé la révolution, les travailleurs devront veiller à ce qu'elle aboutisse. C'est là que réside le plus grand défi pour la gauche au Bangladesh.

Où va la gauche ?

Cependant, la gauche organisée est extrêmement faible au Bangladesh. Deux grands partis, le Parti des travailleurs du Bangladesh et une faction du Jatiya Samajtantrik Dal (JASAD), faisaient partie du gouvernement Hasina et sont complices de ses crimes. Il est vrai que les autres organisations de gauche, y compris le Parti communiste du Bangladesh, étaient dans la rue et que leurs cadres ont subi de nombreux meurtres et blessures, mais leur poids dans la politique bangladaise est extrêmement faible. La gauche, qui était autrefois une force puissante au Bangladesh, n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Il est difficile d'imaginer que la gauche a joué un rôle clé dans le mouvement linguistique de 1952 et dans le soulèvement de masse de 1969. À l'époque, elle exerçait également une influence inégalée sur les mobilisations paysannes et ouvrières. Toutefois, l'influence de la gauche s'est affaiblie après les années 1960, en partie à cause du conflit sino-soviétique qui a entraîné des divisions entre les partisans de Moscou et ceux de Pékin. Alors que l'influence chinoise a contraint une partie de la population à s'opposer activement à la guerre de libération, l'influence soviétique a poussé d'autres personnes à suivre aveuglément le premier président du Bangladesh, Sheikh Mujibur Rahman, et sa politique autoritaire. Les groupes qui s'opposaient au régime autoritaire ont été constamment persécutés. Des milliers de travailleurs/ses de gauche ont été tués et les espaces organisationnels tels que les syndicats et les associations d'étudiant-es ont été l'objet d'attaques violentes, une tendance qui s'est poursuivie sous le régime militaire.

Il faut une gauche indépendante

Historiquement, la gauche bangladaise a manqué de confiance pendant des années, dépendant du soutien extérieur de Moscou ou de Pékin. Au lieu de créer des organisations indépendantes et de s'unifier

avec d'autres sections de la gauche dans les années 1980, elles ont mis leur force et leurs efforts au service de la Ligue Awami dirigée par Sheikh Hasina ou du BNP dirigé par Khaleda Zia, en donnant la priorité à leurs programmes plutôt qu'à ceux de la gauche.

En fait, tout au long de l'histoire du Bangladesh, les dirigeants – de Sheikh Mujibur Rahman à Ziaur Rahman, H. M. Ershad, Khaleda Zia et Sheikh Hasina – ont été en mesure d'obtenir le soutien inconditionnel de l'un ou l'autre parti de gauche. Cela a entraîné la liquidation de nombreux/ses dirigeant-es dans les partis de la classe dirigeante. Par conséquent, un nombre important d'individus de l'« ex-gauche » ont commencé à travailler pour la Ligue Awami, le BNP ou le Jatiya Parti. Actuellement, cette

“ La gauche doit se réinventer, se réorganiser et s'unifier contre toutes les formes de domination bourgeoise. ”

partie est plus importante que celle de la gauche militante. La plus grande partie de la gauche est piégée dans le crétinisme parlementaire, tandis que les autres petites organisations sont plus des ONG que des organisations politiques.

Dans ce processus, les questions de l'exploitation capitaliste ou les questions telles que les discriminations fondées sur le genre ou l'appartenance ethnique sont commodément oubliées. La seule chose positive à dire sur la gauche est qu'elle s'oppose à toute forme de fondamentalisme religieux ou de violence fondée sur l'appartenance ethnique. Le Bangladesh a besoin d'une nouvelle gauche anticapitaliste forte, dont la vision du socialisme dépasse les « socialismes réellement existants du 20^e siècle », si bureaucratiques.

Une nouvelle gauche capable de faire face à la crise actuelle de la démocratie, à la montée des forces réactionnaires, à l'augmentation de la violence étatique et de la guerre, ainsi qu'à l'accroissement des inégalités, à la crise climatique, à la surveillance et au capitalisme du désastre. La gauche doit se réinventer, se réorganiser et s'unifier contre toutes les formes de domination bourgeoise. Une condition essentielle pour cela serait de défendre une identité indépendante et une vision claire et déterminée, associée à une politique créative. Une telle gauche, nouvelle, est plus que nécessaire aujourd'hui. ■

Le 27 août 2024

Il était une fois l'élection présidentielle en Iran

La récente élection présidentielle iranienne a été convoquée plus tôt que prévu, suite à la mort du président Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère, le 19 mai dernier. Il semble que la clique du Guide suprême Khamenei, la faction dominante au sein du pouvoir en place, a saisi cette occasion pour effectuer un tournant tactique : se donner un visage plus acceptable par les pays occidentaux dans l'espoir d'en finir avec leurs lourdes sanctions.

Par
Houshang Sepehr*

La mascarade de l'élection présidentielle en Iran se répète tous les quatre ans, et cela depuis plus de quarante ans. Elle me fait penser au film de Woody Allen *Prends l'oseille et tire-toi* (*Take the Money and Run*). Dans cette comédie, un braquage de banque est mis en déroute lorsqu'un deuxième gang braque également cette banque, et que les clients votent qu'ils préfèrent que ce soit le second gang qui braque la banque et vole l'argent.

Parler d'« élection présidentielle » en Iran n'est pas une affaire simple, et ne peut pas se limiter à une énumération journalistique des événements. En Iran, certains mots n'ont pas le même sens qu'ailleurs. Avant d'entrer dans l'analyse des récentes élections, les réponses aux questions « qui ? », « comment ? » et « pour quoi faire ? » sont d'une importance primordiale. Pour cette raison, une familiarisation minimale avec la Constitution de la République islamique s'impose, et surtout le rôle et le pouvoir du président dans ce système unique au monde dont le nom de « république » duquel il s'affuble est trompeur.

Le paradoxe structurel du système politique

L'actuelle République Islamique d'Iran est une des dictatures les plus répressives et brutales du monde. Suite à son accession au pouvoir après la révolution de 1979, le régime capitaliste-théocratique a immédiatement entrepris d'étouffer les justes aspirations démocratiques des peuples d'Iran. En ce qui concerne les

droits les plus élémentaires, la situation en Iran est certainement bien pire qu'elle ne l'a jamais été dans son histoire récente.

Il y a aujourd'hui en Iran beaucoup plus de prisonnier-es politiques, d'arrestations arbitraires et d'exécutions, de tortures physiques et psychologiques que par le passé. Le respect des libertés politiques et des droits humains est beaucoup moins grand. La censure et la répression des libertés artistiques et intellectuelles sont beaucoup plus flagrantes que jamais.

La classe ouvrière est privée des droits les plus fondamentaux tels que le droit d'association, de négociation collective et de grève. Les femmes sont confrontées à une oppression sans précédent. Les lois moyenâgeuses et réactionnaires du régime religieux les réduisent officiellement au rang de citoyennes de seconde zone. Elles subissent de plus en plus d'actes de violence, et sont généralement considérées par le pouvoir comme la « source principale du mal » sur la Terre. Les droits des minorités nationales et religieuses sont attaqués ; le régime mène une politique d'occupation militaire de certaines régions et utilise les méthodes de répression les plus brutales pour écraser leur résistance, par exemple dans la région du Kurdistan depuis la révolution de 1979 et au Baloutchistan récemment.

Sur le plan sociologique, l'Iran est l'une des sociétés les mieux instruites de la région : le taux d'analphabétisme est inférieur à 10 %, il y a plus de 2,5 millions d'étudiant-es dans le supérieur (dont 51 % d'étudiantes). Sur une population totale d'environ 70 millions, plus de 60 % ont moins de 30 ans. Plus de 70 % de la population est urbanisée.



Houshang Sepehr

Houshang Sepehr, militant marxiste-révolutionnaire iranien exilé, animateur de Solidarité avec les travailleurs en Iran (STI), est membre de la IV^e Internationale.

Ce pays est dominé par un système politico-juridique dictatorial et moyenâgeux. Dans le but de réglementer la vie privée et publique des citoyen-nés, la Constitution et les diverses lois sont régies par une interprétation rigide de l'islam qui ne laisse pas la moindre place à la démocratie en général, et fait très peu de concessions aux femmes et aux jeunes.

Sur le plan politique, il s'agit d'un système dichotomique sans pareil pouvant être résumé par la formule : 90 % de théocratie, 10 % de masque républicain (1).

1) L'auteur de cet article a publié de nombreux articles à ce propos et notamment, en 2006, une description détaillée du système politique de la République Islamique d'Iran : « Un Califat déguisé en République », *Impecor*, n° 520, septembre - octobre 2006.

90 % de théocratie

Les responsables religieux chiites ne sont pas élus par la population, mais ils détiennent néanmoins la réalité du pouvoir dans tous les domaines. C'est sur eux que repose l'ossature de la République islamique d'Iran.

- Le Guide suprême (représentant de Dieu sur terre), est désigné par une assemblée de religieux appelée Assemblée des experts (voir ci-dessous). Ali Khamenei, successeur de l'ayatollah Khomeyni, occupe ce poste depuis 1988 et règne de façon despotique.

- Le Conseil des Gardiens de la Constitution est composé de six religieux désignés par le Guide suprême et de six membres désignés par le Parlement islamique : c'est le chien de garde du régime qui supervise la conformité islamique des lois votées par le Parlement, ainsi que la liste des candidats autorisés à se présenter à la députation et à la présidence de la République.

- L'Assemblée des experts désigne le Guide suprême (voir ci-dessus) ; elle est composée de 86 religieux, élus pour huit ans selon une procédure complexe laissant peu de choix aux électeurs/trices. Les candidatures sont préalablement triées sur le volet par le Conseil des Gardiens de la Constitution.

- Le Conseil de Discernement régit les litiges entre le Parlement islamique et le Conseil des Gardiens de la Constitution, ses membres sont désignés par le Guide suprême.

- Le système judiciaire garantit que les lois islamiques sont appliquées, il est contrôlé par des religieux ultra-conservateurs. Son chef est nommé par le Guide suprême auquel il rend compte personnellement.

- Les forces armées regroupent l'armée régulière et l'armée idéologique du régime (Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) dénommée dans ce qui suit sous l'appellation iranienne de *Pasdaran*). Les principaux chefs de l'armée régulière et des *Pasdaran* sont nommés par le Guide suprême et ne rendent compte qu'à lui. Les *Pasdaran* ont pour mission de combattre les personnes considérées comme opposantes à la Révolution islamique. Ils contrôlent les milices paramilitaires (*Bassiji*) qui opèrent dans les différentes localités.

10 % de masque républicain

Au premier rang des responsables élus, se trouvent le Président de la République et les membres du Parlement islamique

(*Majles*). Toutes les lois adoptées par le Parlement doivent être jugées compatibles avec la Constitution et surtout avec l'islam, par le très conservateur Conseil des Gardiens de la Constitution. Les membres du gouvernement sont nommés par le Président. Le Guide suprême est largement impliqué dans la gestion des affaires liées à la défense, à la sécurité et à la politique étrangère. En réalité, dans ces domaines, il a le monopole de pouvoir. Donnons un exemple : Il y a quelques années, Bachar el-Assad, le dictateur de la Syrie, avait été

invité par le régime. Il avait été reçu par le Guide suprême et le chef des *Pasdaran*. Mais le ministre des Affaires étrangères n'avait même pas été informé, et il a démissionné suite à cela. Il est clair que ce système ne ressemble nullement à une République. Durant les quarante dernières années, tous les efforts politiques de la fraction dite « modérée » ou « réformatrice » du régime ont consisté à essayer de faire croître le poids des aspects républicains. En vain.

Ce que le régime appelle « élection présidentielle » n'a donc rien à voir avec ce

Des personnes sont tuées, et leurs meurtriers ne sont pas punis.

Extraits de la lettre de la prisonnière politique Golrokh Iraei, adressée au peuple iranien, au sujet de l'élection présidentielle et ses candidats (22 juin 2024)

« Je fais partie de ceux qui tiraient sur les gens et les tuaient. Maintenant, qui veut nous juger ? » Ces phrases ne font pas partie du dialogue d'un film. Hassan Nowrozi est l'un des rares vice-présidents de la Commission judiciaire de la République islamique d'Iran à parler ainsi des personnes tuées au mois de novembre 2022. En juin 2024, il est candidat à la présidentielle. Lui et les autres candidats tirent facilement sur les gens et, comble de l'injustice, personne n'a le pouvoir de les juger. Par exemple :

Mostafa Pourmohammadi était procureur d'Hormozgan, Kermanshah, Khuzestan et Khorasan dans les années 1980. Son rire dans le couloir de la mort et ses marchandages sur l'exécution des prisonnier-es politiques résonneront à jamais dans nos oreilles et dans les oreilles de l'histoire. Un personnage qui, en plus d'avoir fait partie des quatre membres du « Comité de la mort » (1), a également joué un rôle de premier plan dans des meurtres en série d'intellectuel-les. Après le soulèvement « Femme, Vie, Liberté », avec ses tué-es, blessé-es, et ses pendaisons, il ose parler de la nécessité de rebâtir culturellement la société, et est désormais candidat...

Saïd Jalili n'a pas la moindre capacité ni expérience pour diriger le pays. Serviteur fidèle de Khamenei, Il est probablement son candidat préféré...

Vahid Haghani est le principal « intendant » de Khamenei. En 2008, il a organisé les milices lancées contre les manifestants...

Alireza Zakani (maire de Téhéran), coupable de corruption financière, est impliqué dans les crimes du « Campus universitaire » (en 1999, NDLR). Personne n'a oublié son recours à des enfants pour travailler à bas prix comme éboueurs...

Mohammad Bagher Ghalibaf, une figure célèbre dans les milieux de la corruption financière, un manieur de matraque qui est fier d'avoir gazé des étudiant-es manifestant, et d'avoir convoqué, interrogé et arrêté des intellectuel-les et des journalistes...

Mahmoud Ahmadinejad. Personne n'a oublié que dans les années 1980, il a eu un rôle central dans la répression en Iran, et les attentats terroristes à l'étranger. Lorsqu'il était maire de Téhéran, il a fermé des centres culturels et créé des établissements religieux. En 2005, il est devenu président de la République en brisant dans le sang des manifestations silencieuses et paisibles...

On pourrait donner de nombreux autres exemples...

Nous vivons dans cette atmosphère horrible. Ce genre de personnes occupent des postes gouvernementaux. Des personnes sont tuées, et leurs meurtriers ne sont pas punis. Pire, une cérémonie commémorative a été organisée au siège de l'ONU pour l'un d'entre eux : le président Raïssi, mort le 19 mai dans un accident d'hélicoptère.

1) Dans la décennie 1980, Ebrahim Raïssi et Mustafa Pourmohammadi étaient membres d'un comité de quatre hommes, sous les ordres de Khomeiny, qui a mené la répression et fait exécuter des dizaines de milliers de prisonnier-es politiques à la fin de la guerre contre l'Irak. Voir « un rapport sur les massacres de 1988 en Iran », Geoffrey Robertson, *Gardian*, 7 juin 2010.

qui a lieu dans la plupart des autres pays. Il s'agit d'une véritable mascarade ne pouvant déboucher que sur l'élection du candidat préalablement choisi par le pouvoir en place.

Les relations entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont régies par les articles 113 et 110 de la Constitution. Ces articles stipulent notamment que la volonté du Guide suprême s'impose à ces trois pouvoirs.

Qui peut se porter candidat à la présidence de la république ?

Selon la Constitution, les femmes (c'est-à-dire la moitié de la population !) sont privées de ce droit. Il en va de même pour toutes les personnes qui ne sont pas chiites. Les candidats doivent par ailleurs avoir accepté le principe du pouvoir absolu du Guide suprême (ce principe est le *velayat-e faqih*), et s'engager à lui obéir. Les candidats remplissant tous ces critères sont ensuite sélectionnés par le Conseil des Gardiens de la Constitution. Au final, ne peuvent être candidats que des personnes très proches du Guide suprême.

Après les élections présidentielles, c'est le Guide qui nomme le nouveau président (article 110 de la Constitution). Il a également le droit de le révoquer. Dans les affaires importantes, le Guide suprême est responsable des actions du chef du pouvoir exécutif (article 60 de la Constitution). Entre 1997 et 2005, un président « réformiste » comme Khatami ne pouvait par exemple pas faire un pas sur les terrains que le Guide suprême considérait comme sa « chasse gardée ». Il en allait de même avec ce qui touchait à la Constitution et à toutes les institutions disposant de la réalité du pouvoir.

Il est significatif de signaler que, pendant les 45 ans d'existence de la République islamique, un seul mandat de ministre a été accordé à une femme, suite à un vote de confiance du Parlement (il s'agissait du ministère de la Santé).

Quelle est en Iran la fonction d'un président ?

Les fonctions faisant en Iran l'objet d'élections sont comparables à celles exercées par des hauts fonctionnaires aux États-Unis ou en France. En Iran, les décisions les plus importantes sont prises par des responsables que personne n'a élus et qui constituent l'ossature permanente de l'État. Ceux qui mettent en œuvre les décisions sont en revanche élus. Khatami, le plus réformateur des anciens présidents,

a un jour décrit sa fonction comme d'être « le valet de pied du Guide suprême ». Les élus peuvent néanmoins causer des maux de tête aux décideurs politiques par incompetence ou par ambition. Les présidents peuvent utiliser leur pouvoir pour promouvoir un objectif donné. Dans le cas d'Ahmadinejad, cet objectif était son pouvoir personnel. Situation qui, pour le Guide Khamenei, ne doit pas se reproduire.

La résolution de la crise économique iranienne passe notamment par la levée des sanctions infligées par les grandes puissances occidentales.

Khamenei a également besoin d'économistes pour diriger la politique économique de l'État. En économie, il veille avant tout à ce que la richesse soit répartie entre les organismes importants du régime, en particulier les Pasdaran et des « Fondations » disposant de moyens considérables. Pour le reste, il s'en remet à l'appareil étatique.

Plus que jamais, le Guide Khamenei a besoin d'un Président pour qui l'économie est une des principales priorités. Ce n'était pas le cas du défunt président Raïssi.

La particularité de l'élection de 2024

Depuis les réformes constitutionnelles de 1988 qui ont aboli le poste de Premier ministre et renforcé le pouvoir présidentiel, c'est la première fois que la République islamique organise des élections plus tôt que prévu.

En Iran, les élections sont marquées par une forme d'alternance tous les huit ans entre les deux grandes tendances du régime. L'une est qualifiée de « conservatrice », l'autre de « réformiste » ou « pragmatique ». Dans le jargon populaire iranien, on les appelle *chol kon*, *séft kon* (desserrer, serrer).

Pendant les huit années où un « conservateur » préside le pouvoir, l'oppression s'accroît en Iran, ainsi que l'hostilité envers les pays occidentaux, dans le but de rallier la base conservatrice du régime.

Au cours des huit années suivantes de présidence « réformiste », quelques libertés marginales sont accordées, suscitant habituellement l'espoir d'une réforme au compte-gouttes du régime. Simultanément,

est développée l'idée qu'un assouplissement rhétorique de la politique étrangère relâcherait la pression étrangère avec un allègement des sanctions. Jusqu'à récemment, cette politique « réformiste » récupérerait le capital politique que le régime avait perdu, dans le pays et à l'étranger, au cours des huit années précédentes d'administration « conservatrice ».

Ce jeu de balancier est la norme depuis que l'ayatollah Ali Khamenei était devenu Guide suprême en 1989. La présidence du « conservateur » Ali Akbar Hachemi Rafsandjani (1989-1997), a été suivie par celle du « réformateur » Mohammad Khatami (1997-2005). Puis est venu le tour du « conservateur » Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), puis du « pragmatique » Hassan Rohani (2013-2021), suivi du « conservateur » Ebrahim Raïssi (2021-2024).

En toile de fond de ce jeu de bascule, existe un clan du régime, appelé « principaliste », qui considère que le Parlement et la présidence sont inutiles et dérangeants. Cette faction souhaite les dissoudre et les remplacer par un Conseil dont les membres seraient nommés par le Guide suprême, lui-même considéré comme « représentant de Dieu ». Les Principalistes parlent ouvertement de gouvernement islamique exempt de tout élément de républicanisme. La nation dans laquelle les Principalistes se reconnaissent est celle l'Oumma. Celle-ci a simultanément un contenu humain (les fidèles), politique (la nation islamique) et spirituel

(la communauté des musulmans). Le Guide suprême d'un gouvernement islamique tire sa légitimité non pas du peuple, mais de Dieu. On peut lire dans un texte fondateur des Principalistes : « Le critère de validité de la Constitution et des

décisions des Experts est le consentement du Guide suprême. Il ne peut pas installer le choix du peuple. Nous n'avons pas de république à côté de l'islam, ce serait une forme de polythéisme ». La mort subite du président Raïssi moins de trois ans après son entrée en fonction a désorganisé ce clan principaliste.

Le régime a moins senti le besoin de jouer ce jeu de bascule entre « conservateurs » et « réformateurs ». Sur le plan intérieur, les « réformistes » ne peuvent plus rallier le peuple derrière eux. Sur la

“ Les décisions les plus importantes sont prises par des responsables que personne n'a élus et qui constituent l'ossature permanente de l'État. ”

scène internationale, il est bien connu que la présidence n'est pas une instance décisionnelle. En outre, les administrations démocrates américaines permettent habituellement à la République Islamique de disposer d'une certaine marge de manœuvre, même si un « conservateur » y est au pouvoir. Il faut noter que les négociations sur le nucléaire ont commencé sous Barack Obama (un « démocrate » américain) et Ahmadinejad (un « conservateur » iranien) en mars 2013. Par contre Donald Trump a augmenté la pression sur l'Iran même si un « modéré » (Rohani) gouvernait le pays.

Le handicap des personnalités connues

Une autre caractéristique du régime est que les personnalités connues n'obtiennent jamais le poste présidentiel.

Le dernier président largement connu à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran avant de devenir président était Rafsandjani, au pouvoir entre 1989 et 1997. C'était un compagnon de Khomeiny, le fondateur du régime. Rafsandjani avait été commandant en chef des forces armées pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988).

Au contraire, Khatami, Ahmadinejad, Rohani et Raïssi ne sont devenus connus de tous qu'après s'être portés candidats à la présidence.

Le nombre possible de mandats présidentiels consécutifs est limité à deux. Rafsandjani a fait par la suite deux autres tentatives pour redevenir président, mais elles ont toutes les deux échoué : il a perdu les élections en 2005, probablement suite à des fraudes électorales organisées par le pouvoir, il a ensuite été disqualifié lors de sa campagne de 2013.

Le « réformateur » Mir Hossein Mousavi, ancien Premier ministre dans les années 1980, n'a pas réussi à être élu en 2009, à nouveau suite à des fraudes du pouvoir. Cela a déclenché les manifestations post-électorales connues sous le nom de « Mouvement vert ».

Khamenei craint que des personnalités connues, connaissant le fonctionnement du système, fragilisent la structure du régime, ce qui pourrait le remettre en question. C'est pourquoi il a préféré des personnalités inconnues et peu charismatiques, surtout lorsqu'il s'agit de « réfor-

mistes ». Le dernier exemple est Pezeshkian, élu président le 6 juillet dernier, et qui était auparavant inconnu de la grande majorité de la population.

L'échec du président Raïssi

Sa politique qui a réprimé dans le sang le mouvement « Femme, Vie, Liberté » n'a pas pu atteindre complètement ses objectifs. L'impasse des politiques répressives concernant le voile et la poursuite de la résistance des femmes sont des exemples clairs de l'échec relatif du régime dans ce domaine. Si on y ajoute la situation économique épouvantable du pays, on peut parler d'un échec complet.

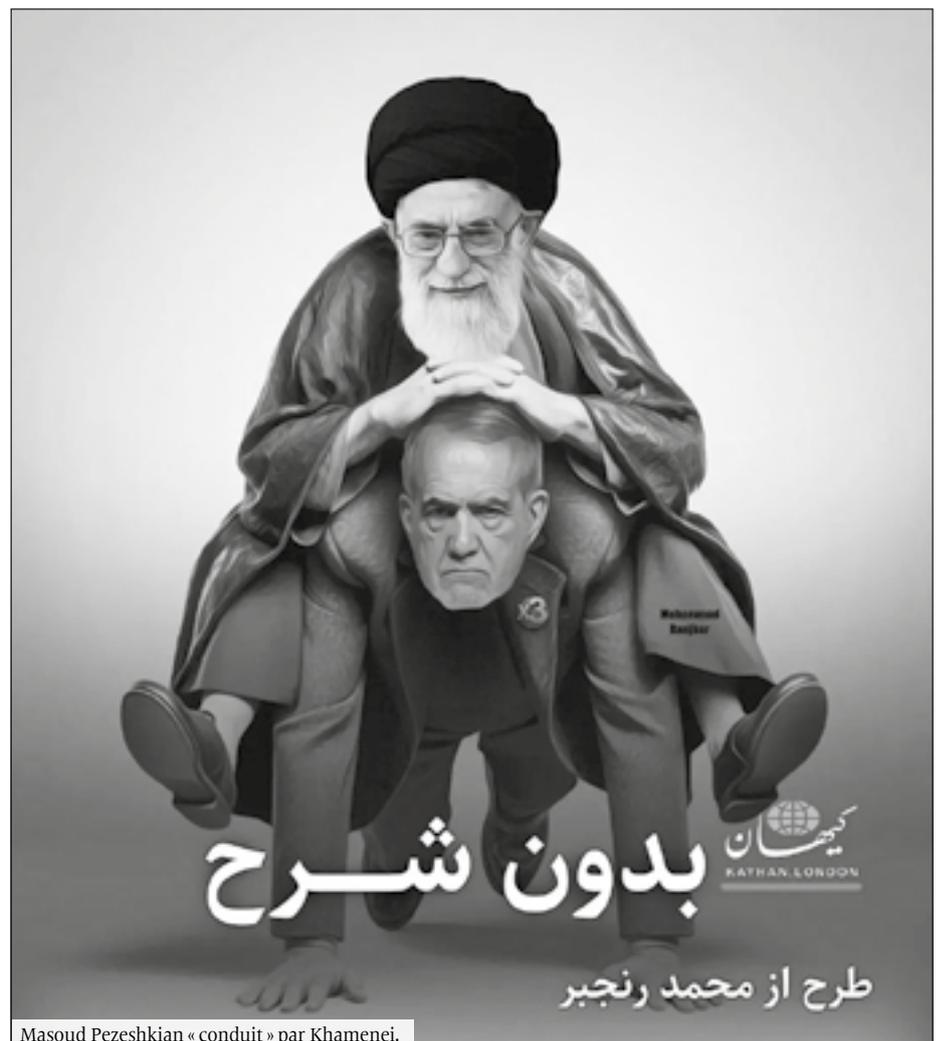
Personne n'a en effet d'illusion sur la situation économique réelle du pays, avec notamment une inflation effrénée, des salaires nettement inférieurs au seuil de pauvreté défini par les instances gouvernementales elles-mêmes. La crise du logement est devenue explosive, avec des prix de l'immobilier astronomiques et des loyers toujours plus chers. Se loger

est devenu de plus en plus hors de portée de la majorité des salariées et des retraitées. Le non-paiement des retraites, le chômage, en particulier celui des jeunes et des personnes instruites, la propagation de la drogue et le suicide parmi les jeunes, etc., sont les résultats désastreux des gouvernements « réformistes » et « fondamentalistes » successifs.

Sont venues s'y ajouter l'impasse du régime concernant la levée et la réduction des sanctions, ainsi que le gouffre de sa politique au Moyen-Orient. Par ailleurs, tous les clans du régime ont peur de la possible arrivée de Trump au pouvoir ainsi que de l'après-Khamenei.

Un ras-le-bol massif

De nombreux Iranien·nes, en particulier parmi les travailleurs/ses, les femmes et les jeunes, ont pu s'émanciper du jeu de bascule entre « conservateurs » et « réformistes ». Ils et elles se sont appuyées sur une longue expérience d'essais et d'erreurs, notamment lors du soulèvement de 2018 (2). Le



Masoud Pezeshkian « conduit » par Khamenei.

2) « Iran. Un tournant politique radical », Houshang Sepehr, 2 mars 2028, *A l'entrevue*.

slogan « Réformistes, Principalistes, le jeu est terminé » a été un tournant devant être enregistré comme une grande réussite sur le chemin du mouvement révolutionnaire iranien. Le mouvement protestataire de 2019 et ensuite le mouvement « Femme, Vie Liberté » (3) de 2022 l'ont confirmé.

Le pouvoir n'est pas en mesure de procéder à des réformes capables d'améliorer les conditions de vie de la population. Simultanément, il considère tout recul face aux revendications comme dangereux pour le maintien du régime.

Beaucoup ne veulent plus de ce régime corrompu qui, au cours de son règne de 45 ans, a amené plus de 70 % du peuple iranien en dessous du seuil de pauvreté. Les seuls objectifs qu'il a atteints sont la privation de liberté et de droits humains fondamentaux, la torture, la terreur et la mort.

Des appels au boycott

La base sociale du régime s'est beaucoup réduite. Désormais, un nombre croissant de personnes non seulement boycottent les élections, mais condamnent également la participation à ce spectacle ridicule.

Au final, la participation au premier tour des élections présidentielles a été de 39,92 %, soit le taux le plus bas depuis la fondation de la République islamique. On est loin des quelque 80 % des présidentielles de la fin du 19^e siècle. Des figures d'oppositions au régime, des syndicats comme celui de Vahed (4) ou de l'enseignement, des prisonnier-es politiques, ainsi que des membres de la diaspora, avaient appelé au boycott du scrutin, jugeant que les camps conservateur et réformateur représentent les deux faces de la même médaille.

« Il est complètement faux de penser que ceux qui n'ont pas voté au premier tour sont contre le système », a toutefois affirmé le Guide suprême Khamenei, alors qu'à la veille du premier tour il avait appelé les électrices/teurs à voter massivement.

Aujourd'hui, le régime considère que son succès dans la tenue de ces soi-disant élections réside dans le fait qu'il a pu les organiser sans incidents et sans conséquences imprévues. En raison de l'appel au boycott, le régime ne s'est pas retrouvé face à un mouvement comparable à celui de 2009 ayant pour slogan « Où est ma voix ? ».

Pour sauver la face, le régime peut toujours mettre en place un spectacle minimum en faisant appel aux Pasdaran, aux milices Basij, à l'armée, aux fonc-

tionnaires, ainsi qu'aux familles de ces différents corps.

Un changement tactique du régime

Le régime a pris conscience qu'il ne pouvait plus gouverner avec les méthodes habituelles de tricherie et de répression. L'échec de l'ultraconservateur Raïssi a poussé le noyau dur du régime à vouloir effectuer des ajustements destinés à redonner au régime un peu de souffle face à un mouvement de masse qui n'a pas l'intention de s'atténuer compte tenu des conditions évoquées.

Il est clair que pour le Guide suprême Khamenei, l'élection présidentielle anticipée après la mort de Raïssi engendrait une opportunité inespérée de changer la ligne de la politique étrangère. Khamenei a saisi cette occasion sans hésitation.

Le premier tour de scrutin (28 juin)

Vendredi 28 juin, 61 millions d'électeurs/trices ont été appelé-es aux urnes pour élire le nouveau président. 6 candidats sur 86 avaient été autorisés à se présenter. Masoud Pezeshkian, le seul candidat « réformateur » autorisé à se présenter, est arrivé en tête, avec 42,5 % des votes, contre 38,6 % pour son principal rival, l'ultraconservateur Saïd Jalili.

Saïd Jalili est surnommé le « martyr vivant » pour avoir été blessé à 21 ans lors de la guerre Iran-Irak. Négociateur dans le dossier nucléaire entre 2007 et 2013, il s'était fermement opposé à l'accord finalement conclu en 2015 (Accord de Vienne sur le nucléaire iranien - JCPOA - Joint Comprehensive Plan of Action) entre l'Iran et des puissances occidentales, dont les États-Unis. Cet accord imposait des restrictions à l'activité nucléaire iranienne en échange d'un allègement des sanctions. Les négociations sur le nucléaire sont actuellement dans l'impasse après, en 2018, le retrait unilatéral des États-Unis qui ont réimposé de sévères sanctions économiques à Téhéran.

Jalili avait déjà concouru, sans succès, aux élections présidentielles de 2013 et 2021. En 2021, il s'était retiré de la course au dernier moment au profit de l'ancien

président Ebrahim Raïssi. Cette fois, sitôt sa candidature déposée, Jalili s'est engagé à préserver l'héritage du président Raïssi. Soutenu par le « Front pour la stabilité de la révolution islamique », la faction la plus à droite sur l'échiquier politique, Saïd Jalili aura déroulé tous les fondamentaux idéologiques de son camp pendant la campagne électorale : un ultraconservatisme social, un isolationnisme économique et une défiance assumée envers l'Occident.

Masoud Pezeshkian était auparavant inconnu du grand public, ce chirurgien de formation avait été ministre de la Santé sous le président réformateur Khatami (1997-2005). Il se définit comme un « réformateur ». Il souhaite notamment sortir l'Iran de l'isolement et a déclaré vouloir mettre fin à la « police de la moralité » (5).

Le principal soutien public de Pezeshkian était l'ancien président « réformateur » Khatami. Par ailleurs Masoud Pezeshkian, réformiste peu ambitieux et obéissant, a exprimé à plusieurs reprises son allégeance sans faille au Guide suprême, et a assumé le rôle de laquais. Dans le passé, Pezeshkian avait montré qu'il était un disciple du successeur de Khomeiny et de la « ligne de l'Imam » en réprimant les étudiant-es, ainsi qu'en participant à une soi-disant « révolution culturelle » sanglante pour islamiser les universités.

Disposant d'un parlement à majorité « conservatrice » et ayant le contrôle du pouvoir judiciaire, le clan Khamenei n'a pas peur de ce candidat « réformiste ».

L'entre-deux tours

Lors des débats, les deux candidats se sont retrouvés sur la même priorité : le redressement économique du pays. Durant les quatre années du mandat de Raïssi, l'inflation a été de l'ordre de 40 % par an, tandis que le chômage n'a cessé d'augmenter sur fond de corruption endémique. « Nous vivons dans une société où beaucoup mendient dans la rue », a déclaré Pezeshkian. Selon lui, le plus urgent pour

3) « Le soulèvement iranien », Houshang Sepehr, février 2023, *Inprecor*.

4) Village situé dans la province de Mazandara.

5) Police religieuse d'Iran, depuis 2005, chargée de veiller au respect des mœurs islamiques en Iran.

y remédier est d'agir «immédiatement» afin d'obtenir la levée des sanctions américaines et de «réparer l'économie».

Les sanctions ont encore été durcies depuis la guerre à Gaza et le soutien de l'Iran au Hamas palestinien. Pezeshkian mise donc sur la négociation d'un nouvel accord. «Historiquement, aucun gouvernement n'a pu obtenir de résultats en étant enfermé dans une cage».

L'élection de Pezeshkian (6 juillet)

Au second tour, les électeurs faisaient face à un choix imposé : un «ultraconservateur», dur parmi les durs de la théocratie, hostile à toute concession aux pays occidentaux ; contre un «réformiste», partisan d'un rapprochement avec les États-Unis. Il aurait été difficile de trouver deux candidats plus antagoniques.

Le principal soutien de Pezeshkian, l'ancien président Khatami, a appelé les électeurs à se déplacer pour «éviter que la situation de l'Iran empire encore». Sans afficher publiquement son soutien à Pezeshkian, le Guide Khamenei a laissé entendre via ses marionnettes qu'il était favorable à l'élection de Pezeshkian.

Masoud Pezeshkian l'a emporté avec 53,6 % (16 millions de voix) au détriment de son rival, Saïd Jalili, crédité de 44,3 % (13 millions de voix). Mais au final, moins de 27 % des votant-es ont voté pour Pezeshkian. Il s'agit du pourcentage de voix le plus bas parmi les 14 élections présidentielles ayant eu lieu depuis la Révolution de février 1979. Le précédent record appartenait à Ebrahim Raïssi, qui avait été élu par un peu plus de 30 % du corps électoral. Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution, car ce sont ceux publiés par le régime.

Le lendemain de son élection, Pezeshkian a nommé comme conseiller diplomatique l'ancien ministre des Affaires

étrangères Mohammad Javad Zarif, réputé pro-occidental. Ce dernier a été l'un des architectes de l'accord sur le nucléaire conclu en 2015 avec les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine. Par cette nomination, il a envoyé un signal aux gouvernements occidentaux. Bien que les politiques stratégiques, dont celles qui touchent au dossier du nucléaire, soient définies par le Guide suprême, les tactiques et la manière dont ces dernières sont mises en place dépendent des compétences et de la volonté de l'équipe gouvernementale. Sous la présidence de Raïssi, une équipe incompétente a été à l'œuvre, qui ne comprenait rien à la diplomatie et aux négociations. Elle n'avait rien réussi à obtenir.

Le 18 juillet, deux semaines après la fin des élections, Tassnim, le journal officiel des Pasdaran, a publié la conversation ci-dessous entre Farid Zakaria (l'éditeur de la revue américaine *Foreign Affairs*, dépendant du *think tank* Council on Foreign Relations) et Bagheri Kani (l'adjoint de Saïd Jalili au Conseil suprême de sécurité nationale, vice-ministre des Affaires étrangères sous Raïssi, chef de l'équipe de négociation de la République islamique et ministre des Affaires étrangères par intérim après l'accident d'hélicoptère) :

Farid Zakaria : «*J'ai remarqué que vous avez évoqué la possibilité de négociations nucléaires et même d'aller vers un nouvel accord nucléaire ou de revenir à l'accord précédent...*»

Bagheri Kani : «*Nous avons un accord conclu en 2015. Cet accord a été finalisé avec l'accord de l'Iran et du 5+1. Nous sommes toujours membre du JCPOA. L'Amérique s'est retirée de cet accord et a causé des dommages à cet accord. L'Amérique n'est pas encore parvenue à revenir au JCPOA. Par conséquent, l'objectif que nous poursuivons est la relance de l'accord de 2015 (JCPOA).*»

Et maintenant ?

Sortir l'Iran de ses multiples crises nécessite de séculariser et démocratiser l'ensemble du système étatique : toutes les institutions exécutives, judiciaires et législatives, ainsi que les lois et règlements. Cette voie ne peut être ouverte qu'avec le renversement de la République islamique.

Depuis sa naissance, la bourgeoisie iranienne, toutes tendances confondues, a été liée à la religion et au pouvoir du clergé par de nombreux liens visibles et invisibles, directs et indirects. Certaines factions, telles que les monarchistes, les Moudjahidines du peuple (l'OMPI) et les partis nationaux-religieux, défendent ouvertement cette dépendance. Quant aux factions libérales de l'opposition, elles n'ont pas la radicalité nécessaire pour surmonter cet obstacle.

Seule une révolution populaire de masse, s'appuyant sur la majorité des travailleurs et des travailleuses peut permettre de parvenir à une laïcité complète et démocratique.

Les contradictions politiques de la société iranienne ne se limitent pas aux conflits entre factions dirigeantes. Ceux-ci reflètent les conflits d'intérêts entre les exploités et exploités sur :

- le partage des fruits de l'exploitation des travailleurs et des travailleuses,
- le contrôle des ressources et la manière de «gérer la société»,
- la façon d'«interagir» avec les puissances étrangères afin d'avoir une part du pouvoir régional.

Ces luttes au sein des différents secteurs du capitalisme et leur reflet dans les luttes politiques, affaiblissent dans une certaine mesure le régime. Elles peuvent faciliter l'ouverture d'opportunités pour l'expansion des luttes des masses laborieuses. Mais les exploités et les opprimés doivent agir en toute indépendance sur la base de leurs propres objectifs, leur propre stratégie, leur propre tactique, et surtout leurs propres organisations. Ce n'est qu'ainsi qu'ils/elles pourront profiter correctement des opportunités créées par les conflits internes entre factions dirigeantes. L'alternative au régime actuel de voleurs et d'assassins ne peut être que le socialisme.

Le mot d'ordre de «boycott actif» a cette fois-ci réussi à éloigner la majorité des masses des urnes. Malgré les ruses et les fraudes du régime ainsi que la propagande des «réformistes», il s'agit d'un succès relatif pour l'opposition révolutionnaire en Iran. ■



Pezeshkian et Mahmoud Sadeghi en 2019. © Mehr News Agency, CC BY 4.0.

Les dynamiques de l'élection présidentielle étatsunienne

L'élection présidentielle américaine a été bouleversée cet été par une série d'événements dramatiques qui ont inversé les prévisions électorales des partis démocrate et républicain, tandis que des candidats alternatifs, dits *third-party*, de gauche tels que la candidate écosocialiste du Green Party USA, Jill Stein, et l'intellectuel radical Cornell West se battent pour accéder au scrutin dans de nombreux États.

Par
Kay Mann*

La prestation désastreuse de Biden lors du débat du 27 juin a soulevé des questions sur les capacités cognitives de Biden, âgé de 81 ans, et a conduit les dirigeants du Parti démocrate et les journalistes qui soutiennent ce dernier à réclamer de plus en plus fortement, et finalement avec succès, le retrait de Biden. Une tentative ratée d'assassinat contre Trump a été suivie d'une convention nationale républicaine bien orchestrée où la domination totale de l'ancien président sur le parti est apparue clairement. Puis Biden s'est retiré, faisant place à l'ascension rapide de la vice-présidente Kamala Harris en tant que candidate à la présidence au nom du Parti démocrate. Alors que selon les sondages Biden et Trump étaient tous deux impopulaires, la convention républicaine semblait avoir renforcé Trump, encourageant les Républicains dans leurs espoirs de pouvoir non seulement remporter la présidence, mais aussi d'accroître leur majorité au Sénat et même de remporter la majorité à la Chambre des représentants.

La dynamique Harris

Toutefois, lorsque Biden a cédé à la pression des poids lourds du parti – tels que Nancy Pelosi (1) et Barack Obama – et des grands donateurs qui avaient commencé à réduire leurs contributions financières à la campagne, et qu'il a passé le flambeau à sa vice-présidente Kamala Harris, les démocrates ont bénéficié d'un regain d'énergie surprenant. Lorsque Harris a annoncé la nomination

de son colistier, le gouverneur démocrate Tim Walz, un homme politique de centre gauche en mesure de séduire les électeurs du Midwest (2), sa campagne a bénéficié d'un regain d'enthousiasme et les dons ont afflué, avec notamment une collecte de 200 millions d'euros dans la semaine qui a suivi le retrait de Biden.

À la veille de la convention nationale du Parti démocrate qui s'est ouverte à Chicago le 19 août, les sondages montraient que Harris devançait légèrement Trump au niveau national et dans certains États clés. La convention nationale du Parti démocrate (DNC) a été l'occasion de réaliser une grande démonstration d'unité et d'énergie. L'extrémisme de Trump a permis à la DNC de présenter Harris et Walz comme un rempart contre le retour des États-Unis à la période d'avant les droits civiques et les droits des femmes, avec le slogan, répété par de nombreux orateurs, « nous ne reviendrons pas en arrière », cela sans proposer le moindre élément de rupture avec la politique de Biden.

Un programme très modéré

Les déclarations politiques de Harris sont plus populistes que progressistes. Lors de la convention, elle s'est prononcée, avec d'autres, en faveur de la défense des droits reproductifs, qui avaient subi un sérieux revers à l'été 2023 lorsque la Cour suprême des États-Unis a rendu son arrêt *Dobbs v. Jackson*, qui annulait la décision *Roe v. Wade* de 1973, qui légalisait l'avortement. Mais d'autres déclarations ont également été formulées sur la lutte contre la criminalité et le projet de mettre en place



Kay Mann

Kay Mann est militante de la IV^e Internationale aux États-Unis, membre de Solidarity, professeure de sociologie à l'Université. Traduit par Nath Coco.

des contrôles frontaliers stricts, des projets généralement associés au Parti républicain. Harris est elle-même une ancienne procureure de San Francisco, et un gradé de la police s'est exprimé depuis la salle lors de la Convention. Alors que Trump et

1) Nancy Pelosi a été présidente de la Chambre des représentants des États-Unis de 2007 à 2011, puis de 2019 à 2023. Membre du Parti démocrate, elle a été la première femme élue à la présidence de la Chambre des représentants des États-Unis. Elle est la doyenne de la délégation californienne au Congrès. En janvier 2024, dans le contexte de guerre à Gaza, elle demande qu'une enquête du FBI soit dirigée contre les organisateurs de manifestations pour un cessez-le-feu, estimant qu'ils pourraient être liés à la Russie (« Pelosi Wants F.B.I. to Investigate Pro-Palestinian Protesters », Kayla Guo, le 28 janvier 2024, *The New York Times*).
2) Aussi appelé Middle West, le Midwest est une région des États-Unis comprenant les États de la côte des Grands Lacs, et la majeure partie de la Corn Belt, qui débouche vers l'ouest sur les Grandes Plaines. Elle comprend le Dakota du Nord, le Dakota du Sud, l'Illinois, l'Indiana, l'Iowa, le Kansas, le Michigan, le Minnesota, le Missouri, le Nebraska, l'Ohio et le Wisconsin.

les experts de droite se sont emparés des appels de Harris en faveur d'un contrôle des prix pour lutter contre l'inflation afin de la qualifier de « communiste », la mesure qu'elle propose est populiste, et pas anti-capitaliste. Il existe d'ailleurs un précédent : le président républicain Richard Nixon avait instauré un gel des salaires et des prix pendant 90 jours en 1971.

Trump désorienté et affaibli

Face à la dynamique du ticket Harris-Walz, Trump n'a pas réussi à changer de discours, à passer efficacement d'une campagne contre Biden, qu'il dénigrait comme trop vieux et trop faible, à une campagne contre Harris, beaucoup plus jeune avec ses 59 ans – et ses hésitations apparaissent aux yeux du plus grand nombre. Ses conseillers et divers dirigeants républicains lui ont suggéré d'adopter un ton rassembleur, de cesser les attaques ouvertement racistes et sexistes contre Harris, une femme « biraciale » dont le père est un immigrant jamaïcain et la mère une immigrante indienne, et de se concentrer sur les différences politiques. Cependant, il semble incapable de dépasser les injures et la théorie du complot, à l'image de son affirmation selon laquelle la foule du meeting de Harris aurait été gonflée par intelligence artificielle. Ses tentatives pour qualifier Harris et Walz de « communistes » tombent également à l'eau compte tenu du passé conservateur de Harris en tant que procureur, mais aussi parce que les musulmanes et les immigré-es ont depuis longtemps supplanté le communisme en tant qu'épouvantail pour les conservateurs.

Lors d'un meeting en Géorgie, Trump a également lancé une espèce de vendetta contre son gouverneur, pourtant républicain, Brian Kemp, qui n'a pas soutenu la tentative de Trump de voler les élections de 2020. Il est maintenant possible que l'impopularité croissante de Trump et la perte de soutien parmi les électeurs indécis nuisent à la campagne républicaine pour les nombreux sièges du Congrès qui seront également en jeu le 5 novembre prochain.

3) Le fentanyl est un analgésique opioïde très puissant, quelques grains peuvent suffire à tuer. Le fentanyl est généralement utilisé dans un cadre hospitalier et peut également être prescrit par un médecin pour soulager les douleurs intenses. Produite clandestinement par des trafiquants, cette drogue a tué plus de 300 000 personnes entre 2013 et 2022 et, en 2022, le fentanyl est devenu la première cause de décès chez les 18-49 ans.



Kamala Harris et Tim Walz à la Desert Diamond Arena, à Glendale, en Arizona, le 9 août 2024. © Gage Skidmore -CC BY-SA 2.0

Le projet fasciste de Trump

S'il gagne en novembre, Trump ne va pas rester les bras croisés... Il menace de « châtiments » et a déclaré qu'il agirait en dictateur « seulement le premier jour ». Il fait régulièrement des immigrants les boucs émissaires de vagues de criminalité inexistantes et a encouragé les nationalistes chrétiens d'extrême droite. Les démocrates se sont emparés d'un document de 900 pages, le *Projet 2025*, préparé par un « groupe de réflexion » de droite appelé *Heritage Foundation* et des dizaines d'anciens collaborateurs de Trump pendant sa présidence, qui est une liste de courses rassemblant toutes sortes de propositions réactionnaires. Ceux qui ont regardé le débat national républicain à Milwaukee, dans le Wisconsin, ont vu des délégués à la convention brandir des pancartes réclamant à une « déportation massive immédiate » (« Mass Deportation Now ») et les orateurs ont blâmé Biden et les immigré-es pour les décès par fentanyl de leurs proches (3). Aucune mention n'a été faite du changement climatique. Le projet 2025 prévoit également le remplacement de dizaines de milliers de fonctionnaires par des personnes nommées par Trump.

“Trump semble incapable de dépasser les injures et la théorie du complot, à l'image de son affirmation selon laquelle la foule du meeting de Harris aurait été gonflée par intelligence artificielle.”

Le choix par Trump d'un sénateur républicain réactionnaire de l'Ohio, J.D. Vance, investisseur en capital-risque, a reflété la confiance de Trump dans sa capacité à gagner contre Biden sans établir des alliances régionales, démographiques ou politiques, ce qu'un autre candidat à la vice-présidence aurait représenté. Depuis qu'il a été nommé colistier de Trump, les médias ont accordé beaucoup d'attention aux déclarations passées de Vance attaquant les femmes sans enfant et suggérant

que les citoyens avec enfants devraient avoir plus de pouvoir de vote que les personnes sans enfant, que le « but » des femmes ménopausées est de s'occuper des petits-enfants dans une sorte de natalisme fasciste réchauffé du vingtième siècle.

Pendant les jeux Olympiques d'été à Paris, il a envoyé des commentaires dégradants et transphobes sur Twitter à l'encontre de la boxeuse algérienne cisgenre Imane Khelif qui a remporté une médaille d'or.

Gaza, le talon d'Achille de Harris

Les deux campagnes sont confrontées à un défi programmatique sur une question clé qui pourrait être décisive pour chacune d'entre elles. Harris est associée au soutien de Biden à l'assaut meurtrier d'Israël contre Gaza, ce qui a affaibli sa position auprès des

Arabes-Américains et des jeunes, comme en témoignent les nombreuses abstentions « non engagées » lors des primaires du Parti démocrate. Confrontée à des manifestants de soutien à la Palestine lors de l'un de ses premiers événements de campagne en tant que candidate à la présidence, Harris a répondu sèchement en leur demandant s'ils souhaitaient la victoire de Trump. Quelques jours plus tard, elle a solidifié sa position, se déclarant favorable à un cessez-le-feu à Gaza et au retour des otages israéliens. Mais pendant ce temps, Joe Biden approuvait un programme d'aide militaire de 3,5 milliards de dollars à Israël pour l'achat d'armements de haute technologie.

Alors que la DNC semblait unifiée, une série de marches et d'événements pour la Palestine et en faveur des droits reproductifs et des LGBTQI ont été organisés. Mais ces manifestations ont été décevantes et peu nombreuses. Une manifestation organisée la veille de la Convention a attiré moins de 1 000 manifestant-es. Une manifestation à l'appel de la Coalition to March on the DNC, qui s'est déroulée le premier jour de la Convention, a rassemblé environ 3 000 personnes. Les organisateurs avaient espéré une participation dix fois plus forte, étant donné que la région de Chicago, la plus grande des États-Unis, compte 50 000 Américain-es d'origine palestinienne. Cette participation décevante est due notamment à la difficulté d'obtenir de la ville de Chicago les autorisations de manifester, ainsi que l'approche sectaire de Freedom Road Socialist Organization (une organisation maoïste, NDLR), qui a étroitement contrôlé l'organisation des marches.

Le mouvement pour la Palestine revendique un cessez-le-feu à Gaza et un embargo sur les armes à destination d'Israël. Bien qu'il faille un mouvement beaucoup plus large et puissant pour empêcher les États-Unis d'armer Israël, un cessez-le-feu est en revanche possible. Si un accord de cessez-le-feu était conclu, Harris pourrait regagner une partie des électeurs et électrices qui se sont détourné-es de Biden en raison de son soutien à l'assaut israélien contre Gaza. Un autre facteur dans cette équation sera la reprise des cours entre fin août et début septembre dans la centaine d'universités où les étudiant-es ont installé des campements propalestiniens au printemps dernier. Il reste cependant à voir si le ton plus sympathique de Harris et un éventuel cessez-le-feu suffiront à reconquérir certains des milliers d'électeurs et électrices démocrates « non engagé-es » qui en

veulent à « Genocide Joe » Biden pour son soutien à Israël et ainsi à démobiliser les protestations sur les campus.

Trump et les droits reproductifs

Trump est confronté à un dilemme similaire en ce qui concerne les droits reproductifs. Le courant anti-avortement est très fort dans son parti, mais Trump comprend que le droit à l'avortement est soutenu par une majorité d'Américain-es, y compris des Républicain-es. Il a tenté de surmonter cette contradiction en affirmant que la question devait être tranchée au niveau des États. Cette tentative de paraître pro-vie aux yeux de l'aile anti-avortement de son parti sans aliéner les républicain-es pro-choix et les indépendant-es semble se retourner contre lui. L'aile républicaine la plus farouchement opposée à l'avortement, qui rêve d'une interdiction nationale de l'avortement, estime qu'il a abandonné sa cause. Vance, le candidat à la vice-présidence de Trump, a récemment déclaré à un journaliste que Trump opposerait son veto à une interdiction nationale de l'avortement, tandis que les républicain-es pro-choix soulignent qu'il s'est fièrement attribué le mérite de l'annulation de *Roe v. Wade*, l'arrêt de 1973 de la Cour suprême qui a légalisé l'avortement, grâce aux trois juges réactionnaires nommés par ses soins au sein de la Cour composée de neuf personnes.

Le champ de bataille des États

Le système électoral présidentiel américain – mis en place peu après que les colonies américaines eurent gagné leur indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne dans les années 1790 – est basé sur le système électoral *winner-take-all*. Au collège électoral, chaque État dispose d'un nombre de voix déterminé par sa population. Le candidat qui obtient la majorité simple des voix dans un État se voit attribuer toutes les voix de cet État. Le candidat qui obtient la majorité – 270 des 538 voix du collège électoral – remporte la présidence.

Au cours des dernières élections, de nombreux États sont devenus très majoritairement républicains (rouges dans le langage politique américain actuel) ou bleus (démocrates). Les États où l'écart est suffisamment faible pour qu'ils puissent pencher d'un côté ou de l'autre, parfois appelés « violets », jouent un rôle prépondérant dans les élections nationales serrées. Un

facteur clé de l'élection sera la capacité des démocrates à reconquérir les électeurs de la classe ouvrière dans les États clés comme le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin, où de nombreux travailleurs/ses ont abandonné le Parti démocrate, qui bénéficiait du soutien des syndicats jusqu'à ce qu'il démontre son incapacité à trouver des solutions aux fermetures d'usines généralisées qui ont décimé les syndicats, les communautés ouvrières et réduit drastiquement le niveau de vie à partir des années 1980. La victoire de Trump dans l'État industriel et anciennement bleu du Michigan a été décisive face à Hillary Clinton en 2016.

Les syndicats et les élections

Les syndicats américains ont été l'un des piliers de la coalition New Deal du Parti démocrate avec les organisations de défense des *Black civil rights*, qui s'est formée sous la présidence de Franklin Delano Roosevelt dans les années 1930. Bien que les syndicats n'aient reçu grand-chose en échange de leur soutien au PD, les bureaucrates syndicaux sont restés fidèles au PD et se sont opposés aux efforts visant à rompre avec lui.

Sean O'Brien, président du syndicat des chauffeurs Teamsters, a été vivement critiqué dans les milieux syndicaux progressistes pour avoir pris la parole lors de la convention républicaine. Il n'a pas été invité à s'exprimer lors de la convention des Démocrates à Chicago.

Le président du syndicat United Auto Workers (UAW), Sean Fain, un syndicaliste très lutte des classes qui s'est imposé comme l'un des leaders de la classe ouvrière américaine, a d'abord refusé de soutenir les candidats, avant d'apporter son soutien à Harris au nom du syndicat. Fain a souligné que Biden avait participé à un piquet de grève et soutenu verbalement les grévistes lors d'une grève de l'automobile menée par l'UAW au début de l'année, alors que Trump a organisé des rassemblements avec des travailleurs non syndiqués. Fain a commencé à dénoncer publiquement Trump comme un représentant de la « classe milliardaire », hostile à la classe ouvrière.

Trump a clairement exprimé ses opinions antisyndicales lors d'un entretien avec l'entrepreneur Elon Musk sur X, anciennement Twitter, dont Musk est le propriétaire. Trump a félicité Musk pour avoir licencié des travailleurs pro-syndicats, ce qui a donné lieu à une plainte pour pratiques déloyales au travail déposée par l'UAW le lendemain.

Il a bien sûr raison au sujet de Trump et du Parti républicain, même si – alors que Biden, Harris et Walz sont loin d'être eux-mêmes des milliardaires – le parti démocrate est lui aussi contrôlé par les 1 %, par les plus riches. Outre l'UAW, certains des plus grands syndicats des États-Unis, comme le Service Employees International Union (SEIU), l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME) et l'American Federation of Teachers (AFT), ainsi que la fédération syndicale AFL-CIO, soutiennent Harris et Waltz.

L'action politique indépendante ou le « moindre mal »

Les États-Unis restent le seul pays industriel avancé à ne pas disposer d'un parti ouvrier de masse, socialiste ou communiste

de propagande et soutiennent les luttes actuelles des travailleurs/ses et du mouvement social, ainsi que la rupture avec les démocrates.

Pour les élections de 2024, les partisans du « moindre mal » soulignent les dangers d'une nouvelle présidence Trump. Certains à gauche ont proposé des systèmes d'échange de votes par lesquels un électeur de Harris dans un État à majorité démocrate « sûr » (non gagnable par Trump, NDLR) accepterait de voter pour Jill Stein en échange de la promesse d'un partisan de Stein dans un État « non sûr » de voter pour Harris.

La plus grande organisation socialiste des États-Unis, Democratic Socialists of America (DSA), a résisté à la dynamique du « moindre mal » et n'a pas soutenu de candidat-e. Lors de l'élection présidentielle de 2020, Solidarity, organisation sympa-

très important dans la communauté arabo-américaine. Un récent sondage a montré qu'un pourcentage impressionnant de 43 % des Arabes-Américains du Michigan soutiennent Stein. D'autres sondages montrent qu'elle est soutenue par 1 % des électeurs et électrices du Michigan. Stein devrait être présente sur les bulletins de vote dans 35 à 40 des 50 États. Dans plusieurs États, le Parti démocrate s'est efforcé d'exclure Stein et d'autres personnes du scrutin, tandis que les Républicains ont cyniquement déposé une pétition pour que l'intellectuel noir progressiste Cornell West soit inscrit sur le bulletin de vote. West, qui a récemment gagné une bataille pour figurer sur le bulletin de vote dans le Michigan, n'a obtenu l'accès au scrutin que dans une poignée d'États.

La crise n'est pas finie

Alors que les chances de M. Trump de reprendre la Maison Blanche semblent s'éloigner, il a commencé à préparer le terrain pour dénoncer un supposé vol des élections des 2024 par les Démocrates. Bien que toutes les actions en justice intentées par Trump pour fraude électorale en 2020 aient échoué, le risque demeure que les assemblées législatives des États contrôlées par les Républicains refusent de certifier la victoire de Harris, comme elles l'ont fait pour Biden en 2020. Toutefois, en 2020, Trump était le président en exercice, alors que cette année, c'est Biden qui tiendra les rênes du pouvoir.

Si Trump l'emporte en novembre, nous pouvons nous attendre à des attaques virulentes contre les immigrés et les personnes LGBTQI, à une tentative d'interdiction de l'avortement à l'échelle nationale, à un encouragement de la misogynie et du racisme des nationalistes chrétiens blancs, à des attaques contre les syndicats et les droits de vote des minorités, à la suppression de la sécurité des travailleurs et des protections environnementales, et à une augmentation de l'exploration des combustibles fossiles. La gauche pourra pousser un soupir de soulagement si Harris bat Trump, mais il restera le soutien des États-Unis à Israël, une grave crise du logement, d'énormes inégalités sociales et la tâche historique de construire un mouvement politique de masse de la classe ouvrière et un parti indépendant des partis des classes dominantes. ■

Le 28 août 2024



Marche sur Washington pour Gaza le 13 janvier 2024
© Elvert Barnes from Silver Spring MD, USA – CC BY-SA 2.0

ayant des liens forts avec le mouvement ouvrier. La gauche débat depuis des décennies des stratégies de « moindre mal » (voter pour les démocrates comme un moindre mal). Les partisans de cette stratégie affir-

ment que le Parti républicain, historiquement ouvertement pro-entreprise et antisyndical, est qualitativement pire pour les travailleurs/ses et les opprimés que le Parti démocrate. Les opposants à cette stratégie soulignent l'importance d'une politique indépendante de la classe ouvrière, c'est-à-dire en dehors du PD, en soutenant des candidats *third-party* de gauche qui mènent des campagnes

thisante de la Quatrième Internationale, a soutenu le candidat du Parti Vert et membre de Solidarity Howie Hawkins. Cette année, il y a eu très peu de soutien au sein de Solidarity pour un vote de « moindre mal »

en faveur de Biden. L'organisation socialiste révolutionnaire appelée le collectif Tempest, n'a pas soutenu de candidat, mais a publié des articles contre le choix du « moindre mal » sur son site internet.

Jill Stein, qui était également la candidate du Green Party USA en 2012 et 2020, a appelé à un cessez-le-feu à Gaza et à un embargo sur les armes contre Israël, et a gagné un soutien

“Les États-Unis restent le seul pays industriel avancé à ne pas disposer d'une sorte de parti de masse ouvrier, socialiste ou communiste ayant des liens forts avec le mouvement ouvrier.”

Au cœur de l'enfer des prisons israéliennes

L'ONG israélienne Physicians for Human Rights-Israel (PHRI) a été fondée au cours de la première Intifada par un groupe de médecins palestiniens et juifs. Le département des prisonniers et des détenus du PHRI s'occupe de l'ensemble des prisonniers qui sont sous le contrôle de différentes forces israéliennes. Dans cet entretien, Oneg Ben Dror raconte ses observations dans cet enfer.

Entretien avec
Oneg Ben Dror*

Quelle était la situation des prisonniers palestiniens avant le 7 octobre ?

Avant le 7 octobre, les Palestiniens souffraient de violations de leurs droits en prison et dans le système judiciaire pénal. Tous ces systèmes sont hostiles aux Palestiniens car ils font partie des forces d'occupation. En prison, les Palestiniens ne sont pas autorisés à établir de liens avec les membres de leur famille, donc pas d'appels téléphoniques par exemple. De plus, la plupart des prisons où sont détenus les Palestiniens se trouvent dans le sud, autour de Mitzpe Ramon et de Beer Sheva, ce qui complique les soins médicaux, car c'est loin du centre du pays. Il y a des médecins spécialistes qui se rendent en prison, mais à ces endroits il y en a moins. De nombreuses personnes incarcérées souffrent de négligence médicale, et le recours à l'isolement est de plus en plus fréquent, tant pour les prisonniers « de sécurité » que pour les « criminels ». Avant la guerre, il y avait environ 15 000 personnes en prison au total, aussi bien des Palestiniens classés comme prisonniers « de sécurité » que comme prisonniers « criminels ».

La situation s'était déjà détériorée avec le gouvernement actuel, puisque Itamar Ben Gvir est responsable des prisons en tant que ministre de la Sécurité

rité nationale. Même avant la guerre, il s'était fixé pour objectif de rendre la vie des Palestiniens en prison misérable. Par exemple, il a décidé qu'ils n'avaient pas le droit de faire leur propre pain. Il a également tenté de faire passer une loi prévoyant la peine de mort pour les Palestiniens, officiellement pour les « terroristes », et s'opposant à ce que les prisonniers bénéficient de tout traitement qui améliore leur qualité de vie. Or d'un point de vue médical, une telle définition n'existe pas : tout traitement améliore la qualité de la vie !

Qu'est-ce qui a changé après le début de la guerre ?

L'administration pénitentiaire a décrété une politique d'enfermement pour tous les Palestiniens en prison, ce qui signifiait un confinement prolongé dans les cellules, l'interdiction de sortir dans la cour, la confiscation de tous les biens privés. Les gens se

sont retrouvés avec les seuls vêtements qu'ils avaient sur eux, il y en a qui ont passé l'hiver avec un t-shirt. L'administration pénitentiaire fournissait de la nourriture de qualité très médiocre, en très basse quantité, et les gens ont perdu jusqu'à 15 ou 25 kg en quelques mois. Ensuite, il y a eu des coupures d'eau et d'électricité. *Dans chaque prison, il y a une infirmerie pour les traitements de base, mais les prisonniers palestiniens n'étaient pas autorisés à s'y rendre.* Les visites des



Oneg Ben Dror

Oneg Ben Dror est cheffe de projet au département des prisonniers et détenus de Physicians for Human Rights-Israel. Cet entretien a été publié par le site **Yaani**, lancé en décembre 2023 par des chercheuses et chercheurs travaillant en France.

Le département des prisonniers et des détenus s'occupe de l'ensemble des prisonniers qui sont sous le contrôle de différentes forces israéliennes : l'administration pénitentiaire, l'armée ou le service de sécurité intérieure, le Shabak. Il s'agit principalement – mais pas exclusivement – de Palestiniens. L'organisation a même aidé Yigal Amir, l'assassin d'Yitzhak Rabin, en raison de sa détention en isolement. Le principe qui guide leur action est que personne ne devrait être détenu en isolement ou en détention administrative. Les cas remontent à l'ONG principalement par l'intermédiaire des familles et des avocats. Cet entretien a été réalisé à Jaffa, non loin du bureau de Oneg, le 2 juillet 2024, puis légèrement amendé et mis à jour par elle avant publication.

familles ont été interdites, celles des avocats restent très limitées, le Comité International de la Croix-Rouge se voit toujours refuser l'accès aux prisons. Tout cela a été justifié par l'état d'urgence, sans autre explication.

“ *Aujourd'hui, près de 10 000 Palestiniens sont classés comme prisonniers « de sécurité » et environ 3 500 sont en détention administrative.* ”



Des militants du camp de réfugiés d'Aïda peignent des slogans sur une partie nouvellement peinte du mur de l'apartheid et de la porte militaire, le 24 mai 2014. © Kelly Lynn.

Puis les prisons ont commencé à être surpeuplées. Les gens dorment à même le sol. Le nombre de Palestiniens emprisonnés avant la guerre était d'environ 6 000 classés comme prisonniers « de sécurité ». Au cours de l'été 2023, le nombre de Palestiniens en détention administrative était de 1 300, le plus élevé depuis 2016. *Aujourd'hui, près de 10 000 Palestiniens sont classés comme prisonniers « de sécurité » et environ 3 500 sont en détention administrative.*

Il existe une nouvelle catégorie qui était auparavant utilisée pour les détenus libanais, à savoir les « combattants illégaux ». Il y aurait maintenant environ 1 200 « combattants illégaux ». Cette catégorie est utilisée pour les détenus de Gaza, même s'il y a aussi des Gazaouis qui sont en détention administrative et d'autres qui sont détenus comme prisonniers « réguliers ». Nous pensons que cette catégorie sert de détention administrative pour les personnes soupçonnées d'actes criminels mais pour lesquelles il n'y a pas assez de preuves à charge. Dans la détention administrative « normale », les détenus doivent voir un juge dans les 96 heures, tandis que dans

cette catégorie, il y a des gens qui n'ont vu personne depuis six ou sept mois. Au début, c'est 45 jours sans avocat, mais ça peut être prolongé à l'infini. Cela permet une longue déconnexion du monde extérieur. *La politique d'enfermement est une politique de vengeance.*

Que savons-nous de la violence et des violations des droits en prison ?

Il y a eu une violence systémique, même si elle n'a jamais été déclarée comme telle, évidemment soutenue par Ben Gvir et le chef de l'administration pénitentiaire. Il y avait des descentes dans les cellules. Les gens nous disaient : « Ils viennent deux fois par semaine, les mardis et les jeudis, et ils nous tabassent ». Dans certaines prisons, par exemple à Megiddo, dans le nord, il y avait une cellule d'accueil où l'on mettait tous les nouveaux détenus, on diffusait des chansons israéliennes et on les forçait à danser. Les gens disaient que s'ils arrêtaient de danser, ils étaient battus. S'ils tombaient, ils étaient battus. S'ils refusaient d'embrasser le drapeau israélien, ils étaient battus. Il y en a qui ont

quitté cette pièce avec des os cassés. Ils étaient aussi déshabillés et les gardiens de prison les serraient dans les toilettes tous ensemble, les forçant à se toucher. Ils leur introduisaient des bâtons et des objets dans l'anus. La violence sexuelle à l'encontre des hommes est très répandue et très spontanée en prison. Nous avons reçu des témoignages terrifiants. Pour la première fois, nous avons entendu parler de Palestiniens qui ont tenté de se suicider, ce qui est très rare parmi les prisonniers politiques.

Il est important de dire que le temps fait son effet. Aujourd'hui, nous savons qu'une partie de la violence systémique a cessé. Les gens ne nous disent plus qu'il y a une descente dans leur cellule deux fois par semaine. Il y a plus de violence spontanée, principalement lorsque les prisonniers sont transférés au tribunal ou à des endroits en prison où il n'y a pas de caméras.

Quel est le niveau d'accès aux soins des prisonniers palestiniens ?

Comme je l'ai dit, il existe des infirmeries gérées par l'administration péni-

tentaire. Auparavant, des médecins spécialistes venaient pour des consultations, mais ce n'est plus le cas depuis le début de la guerre. Les patients chroniques qui ont besoin d'aller à l'hôpital pour être soignés n'ont plus été autorisés. Cela a changé en février, mais on ne sait toujours pas dans quelle mesure : il y a encore des centaines de personnes qui ont besoin de soins médicaux et de traitements à l'hôpital et qui ne les reçoivent pas.

Et puis nous avons commencé à entendre parler de cas de décès en prison, ce qui est très, très rare. Avant la guerre, il y en avait un ou deux par an. Il y avait des négligences médicales, mais pas à ce point. Il y a eu le cas de Mohammed Al-Zabbar, un prisonnier palestinien de 21 ans qui était détenu à Ofer (la seule prison israélienne en Cisjordanie). Il a été arrêté quelques mois avant le 7 octobre. Il souffrait d'une maladie de l'estomac et avait besoin d'une chose très simple : un régime alimentaire adapté. L'administration pénitentiaire le savait mais le lui a refusé, et il a souffert pendant des semaines. Lorsqu'il a été transféré à l'hôpital, il était trop tard et il est mort. La plupart des cas de décès récents concernent des personnes souffrant de maladies chroniques. Peut-être que la négligence médicale peut être gérée pendant quelque temps, mais pas pendant huit mois.

Nos médecins ont participé à certaines autopsies, mais d'autres ont été réalisées sans que la famille en soit informée, si bien que nous n'avons pu envoyer personne. Il est important de noter que même si des autopsies ont lieu, il n'y a jamais de rapport final pour les cas de décès, et il y a des cas qui datent du mois d'octobre. Lorsque nos médecins ont participé aux autopsies, ils ont parlé de signes évidents de violence, tels que des hémorragies internes et des fractures, ainsi que de signes évidents de négligence médicale.

Le nombre confirmé de cas de décès en prison est de quinze personnes depuis octobre 2023, mais nous en connaissons d'autres. Telle est la situation dans les prisons, et je ne parle toujours pas des détenus de Gaza.

Qu'en est-il alors des détenus gazaouis ?

Dans les premiers jours de la guerre et surtout après l'invasion terrestre, Israël a arrêté des milliers de Gazaouis, y compris dans des lieux protégés : des abris, des hôpitaux, des écoles. Nous connaissons le cas d'un enfant de six ans qui a été arrêté. Ou celui d'une femme de 82 ans, Fahamia Khaldli, atteinte de la maladie d'Alzheimer. D'autres détenus nous ont dit qu'elle était détenue dans la prison de Damun, dans le nord, où ils gardent les femmes palestiniennes classées comme prisonnières « de sécurité ». Nous avons demandé à lui rendre visite en prison et on nous a répondu : « Non, c'est une combattante illégale ». Nous avons fait appel : elle a 82 ans et est atteinte d'Alzheimer ! Quelques jours après notre appel, elle a été libérée à la frontière.

La plupart des prisonniers de Gaza étaient détenus à Sde Teiman, dans le sud. La base militaire existait déjà, c'est une base immense. Depuis l'invasion terrestre, c'est devenu un endroit très central où ils disent qu'ils effectuent le premier processus de sélection et de classification. Il y avait entre 800 et 1 000 détenus. Il est également important de mentionner que certaines personnes sont détenues

dans la bande de Gaza et que nous ne savons rien à leur sujet. Nous ne savons pas si elles sont plus nombreuses qu'ici. À Sde Teiman, les prisonniers

étaient détenus dans une cage en plein air, menottés en permanence, les yeux couverts. La nuit, on leur envoyait des chiens pour les attaquer et leur marcher dessus. Ils devaient s'asseoir et n'avaient pas le droit de se parler sous peine de subir de violentes punitions. Il y a eu des cas de fractures et des dizaines de décès. Des personnes ont été amputées à cause des menottes. Honnêtement, j'ai lu ce qu'ils ont fait à Guantanamo et à Abu Ghraib en Irak et ce n'est pas différent.

Nous avons entendu parler de Sde Teiman pour la première fois par l'intermédiaire de l'hôpital de campagne, qui y a été établi vers le mois de novembre parce que les hôpitaux civils en Israël refusaient d'admettre les patients de Gaza. Les hôpitaux ne voulaient pas attirer l'atten-

tion des fascistes, parce qu'il y avait des gens qui allaient chercher les détenus de Gaza dans les hôpitaux, mais aussi parce que des médecins ont refusé de traiter les patients gazaouis en disant qu'ils ne traiteraient pas des terroristes.

L'hôpital de campagne étant situé à quelques mètres de la base militaire, on peut supposer que les médecins entendaient les cris provenant des enclos, et les médecins ne sont pas autorisés à se trouver là où la torture est pratiquée. Ils ont également reçu des patients souffrant de fractures et d'hémorragies internes et ont dû procéder à des amputations de membres, ce qui signifie qu'ils étaient conscients de ce qui se passait là-bas. Un médecin de l'hôpital de campagne a déclaré que les internes disaient que c'était le paradis pour eux : ils pouvaient acquérir beaucoup d'expérience parce qu'ils pratiquaient des actes médicaux sans qualification. Les médecins réalisaient des procédures compliquées sans obtenir le consentement des patients parce qu'il n'y avait pas de traduction. Le ministère de la Santé a publié des directives stipulant que les médecins qui opéraient à Sde Teiman ne sont pas autorisés à donner leur nom. Il s'agit peut-être de les protéger du public israélien, qui pourrait les accuser de soigner des détenus gazaouis, mais aussi de les protéger contre de futures poursuites.

Quel a été le rôle de PHRI dans l'affaire Sde Teiman ?

La première chose que nous avons faite a été de rassembler ce que nous savions et de rédiger un rapport à ce sujet (1). Nous avons été les premiers à parler de Sde Teiman et nous étions en contact avec de nombreux médias. Ensuite, nous avons fait appel à la Cour suprême pour demander la fermeture de Sde Teiman. La Cour a décidé que l'État devait trouver une solution et a donc commencé à transférer les détenus. Ils ont construit un nouvel endroit près de la base militaire d'Ofer, géré par l'armée israélienne, où il y a des cellules, de sorte que les Palestiniens ne sont pas dans une prison en plein air et n'ont pas les yeux couverts, mais ils sont toujours menottés

1) « Medical ethics and the detention of Gaza residents since the start of the 2023 war an ethical opinion paper », avril 2024, Physicians for Human Rights.

tout le temps, même dans les cellules. *Nous savons que des dizaines de mineurs de Gaza se trouvent dans la prison de Ktziyot, dans le sud.*

Il restait donc 140 personnes à Sde Teiman à la fin du mois de juin, et ils étaient censés réduire ce nombre à 45, mais ils ont ensuite arrêté d'autres personnes à Gaza et les ont emmenées là-bas. La dernière mise à jour que nous avons reçue de l'État date du 8 juillet et indique qu'il y a 166 détenus.

Quelles sont les conditions de vie des détenus de Gaza après leur transfert en prison ?

Après les avoir interrogés, certains ont été libérés, mais la plupart ont été transférés en prison, principalement à Ktziyot (2). *Les détenus craignent d'être battus s'ils reçoivent une visite de leur avocat.* Très peu d'avocats ont commencé à leur rendre visite en février, ils sont maintenant plus nombreux. C'est vraiment la situation la plus délicate. *L'administration pénitentiaire a publié une vidéo sur la façon dont les détenus de Gaza sont gardés : ils les éclairent 24h/24 et l'hymne israélien est diffusé dans leurs cellules 24h/24.*

Jusqu'à aujourd'hui, nous recevons de nombreux appels téléphoniques des familles de Gaza, qui n'ont qu'une seule question : leur proche est-il en vie ? Nous ne pouvons pas répondre à cette question car nous ne disposons d'aucune information. *Nous ne connaissons même pas le nombre exact de personnes arrêtées à Gaza.* Ils disent : « *Nous avons arrêté environ 4 000 personnes et nous*

2) « Des Palestiniens racontent l'« enfer » des prisons israéliennes : coups, privations, humiliations et viols », Clothilde Mraffko, le 12 juillet 2024, *Le Monde*.

3) « Israël/TPO : Les experts de l'ONU sont consternés par les violations des droits de l'homme commises à l'encontre de femmes et de filles palestiniennes », bureau du Haut-commissaire aux droits humains de l'ONU, 11 février 2024.



Capture d'écran d'un reportage de la chaîne israélienne Channel 12 sur l'agression sexuelle et le viol d'une prisonnière palestinienne à la prison de Sde Teiman (capture d'écran : Channel 12).

en avons libéré environ 1 500 ». Mais il n'y a aucune information officielle et précise, ni sur les conditions de détention, ni sur la possibilité de localiser un grand nombre d'entre eux – c'est ce qu'on appelle une disparition forcée. Il en va de même pour les cas de décès. En décembre, nous avons envoyé une requête formelle à l'armée en demandant combien de personnes sont mortes

en décembre et nous n'avons obtenu une réponse que maintenant, en juillet, après avoir fait appel au tribunal : ils ont dit qu'il s'agissait de 44 personnes. *Nous pensons qu'il y en a plus.*

Qu'en est-il des femmes ?

Lorsque l'accord de trêve a été conclu en novembre, la plupart des femmes ont été libérées. Auparavant, près de quarante femmes étaient détenues, mais ils en ont maintenant arrêté beaucoup plus. Elles sont détenues dans la prison de Damun, près de Haïfa, mais aussi à Anatot, près de Jérusalem. Il y a environ 80 femmes à Damun en ce moment. Nous pensions qu'ils ne gardaient pas de femmes à Sde Teiman, mais une femme de Gaza, âgée de 56 ans, a raconté

qu'elle était détenue là-bas. *Les gardiens sont à la fois des femmes et des hommes, et nous avons reçu des témoignages d'abus sexuels* (3).

Comment s'est déroulée la manifestation devant Sde Teiman le 20 avril dernier ?

Nous avons fait venir de nombreux médias : CNN, *Channel 4*, *Le Monde*... Il y a eu une grande discussion entre les activistes pour savoir si nous devions manifester à cet endroit, car nous craignons qu'ils ne s'en prennent aux prisonniers. Or les prisonniers disent que la chose la plus difficile est de savoir qu'ils sont seuls. Donc si nous avons chanté, ils auraient su que nous étions là, en solidarité avec eux, mais ils risquaient d'être battus pour cela. C'est un vrai problème : quelle est la raison d'aller manifester s'ils ne nous entendent pas ? C'est un travail de solidarité très difficile. Nous avons l'habitude de manifester devant la prison d'Ofer, mais ce n'est pas pareil à Sde Teiman.

Au moins, la manifestation a permis de braquer les projecteurs sur ce camp de torture et d'éveiller les consciences et, en ce sens, elle a très bien fonctionné. Même si les personnes à l'intérieur ne savent pas que ça a eu lieu, leurs familles le savent et elles nous ont dit que cela leur avait fait chaud au cœur. ■

Propos recueillis par Caterina Bandini le 2 juillet 2024

Les fascistes bloqués par l'action de masse

La grande manifestation antifasciste qui s'est déroulée le 7 août à Walthamstow face aux agressions d'extrême droite survenues en Grande-Bretagne a révélé autant les capacités de résistances de la population que la passivité des organisations traditionnelle, en particulier du Parti travailliste.

Par
Dave Kellaway*

À Walthamstow, en sortant du train aérien de Hackney à Hoe Street, il était évident que la manifestation contre l'extrême droite allait connaître une énorme participation. Les wagons étaient déjà remplis d'une foule de la même ampleur que celles que l'on avait vues lors de nombreuses marches de solidarité avec la Palestine.

Des jeunes, d'origines ethniques variées, mêlées à des vieux et vieilles militant-es de gauche aisément reconnaissables, méprisaient les conseils « officiels » dispensés par la police, les responsables locaux des mosquées, les députés locaux et, plus généralement, le Parti travailliste, qui leur conseillaient de rester à l'écart. Laissons cela à Sir Keir (1) et à son fantastique gouvernement reconnu d'utilité publique. Des peines sévères, de nouvelles escouades de police anti-émeutes et des dénonciations des violences aveugles suffiraient à régler la situation – circulez, il n'y a rien à voir.

Une mobilisation antiraciste de masse

Dès que l'on sortait du train et que l'on voyait le bout de la rue principale, les gens marchaient de front à trois ou quatre sur les trottoirs. À sept heures et quart, il y avait déjà plusieurs milliers de personnes dehors pour défendre les immigrés que les fascistes avaient promis d'attaquer. À sept heures trente, on ne pouvait plus voir la fin de la manifestation qui occupait toute la rue. Quelqu'un a repéré l'agitateur d'extrême droite Calvin Robinson accompagné de quelques sympathisants, mais il est devenu rapidement évident que la droite ne pouvait pas assurer une présence réelle.

Des groupes de gauche comme le Parti socialiste (SP), le Parti socialiste des travailleurs (SWP), le Parti communiste révolutionnaire et AntiCapitalist Resistance y ont participé avec leurs banderoles. Certain-es manifestant-es portaient des pancartes, mais la grande majorité n'étaient pas membres ni même sympathisants des organisations, mais des Londonien-es consterné-es par ce que les fascistes avaient fait la semaine précédente. Des groupes sont venus depuis le sud de Londres ou des quartiers voisins. Il y avait aussi beaucoup de gens issus des communautés ethniques locales.

Des pancartes en carton faites maison avec des slogans originaux étaient brandies, un signe qu'il s'agit d'une véritable mobilisation de masse et pas simplement d'une manifestation de la gauche radicale. *Stand Up to Racism* (Dresse-toi contre le racisme) avait travaillé dur pour aider à coordonner les protestations. Il y avait quelques banderoles de sections syndicales locales. Au niveau national, en contraste complet avec le Parti travailliste, quelques dirigeants syndicaux avaient lancé des appels à venir et à soutenir les manifestations antifascistes.

La passivité des partis institutionnels

Les gens chantaient « Bienvenue aux réfugiés », « Quelles rues ? Nos rues ! », « Nous sommes le peuple », « Le peuple uni ne sera jamais vaincu ». Personne ne scandait « Non aux violences aveugles », « des peines plus fortes maintenant » ou « plus d'escadrons de police anti-émeute ».

Starmer, avec du retard, a finalement ajouté « d'extrême droite » à l'expression « violences », au moment des manifestations. Mais à aucun moment le Parti travailliste n'a lancé d'appels pour que les



Dave Kellaway

Dave Kellaway est membre du comité de rédaction de *Anti*Capitalist Resistance*, il est membre de Socialist Resistance et du Parti travailliste, il contribue à *International Viewpoint* et à Europe Solidaire Sans Frontières. Traduit par François Coustal.

gens manifestent contre les fascistes. Il n'a pas non plus prononcé le moindre mot en défense des réfugiés ou des migrant-es, dont tout le monde peut pourtant voir qu'ils sont la cible principale des fascistes.

Aucun porte-parole du Parti travailliste n'a dit la vérité sur ce que faisaient les fascistes à Rotherham, Tamworth et ailleurs. C'étaient des pogromes fascistes contre les migrant-es, les demandeurs et demandeuses d'asile, les musulman-es et les Noir-es. Ce n'étaient pas, comme l'ont présenté de nombreux médias, des « protestations contre les immigrés », comme s'ils brandissaient des pancartes ou distribuaient des tracts. Non, ils étaient sortis pour mettre le feu à des hôtels pour réfugiés, pour blesser et tuer des gens. Des blocages routiers improvisés vérifiaient les voitures pour voir s'il y avait des Blancs ou des Noirs à l'intérieur. Sur les réseaux sociaux, des publications appelaient ouvertement à cette violence.

La complicité de nos dirigeants

Aussi bien les Conservateurs que les Travaillistes ont échoué à contester le récit des fascistes sur les immigrés et les demandeurs et demandeuses d'asile. Ils disent

1) Keir Starmer est le nouveau Premier ministre, issu du Parti travailliste.

qu'il faut arrêter les bateaux, ils disent qu'il y a trop d'immigré-es et soutiennent les racistes locaux qui veulent fermer les hôtels qui sont « financés par le contribuable ». Le Parti travailliste est terrifié par le fait que l'on puisse le considérer comme trop conciliant avec les immigré-es. Au lieu d'assurer des voies d'accès sûres et légales aux demandeurs d'asile ou de reconnaître que les travailleurs/ses immigré-es sont essentiels aux services publics et à l'économie, le Parti travailliste parle de nouveaux escadrons anti-terroristes pour arrêter les bateaux et il s'engage à réduire le nombre d'immigré-es.

Lors des récentes élections, toute la stratégie du Parti travailliste a consisté à essayer de gagner des électeurs conservateurs, notamment dans les circonscriptions du Mur rouge (2) où se sont produites certaines des pires violences fascistes. Plutôt que de contester les préjugés et de déployer une grande campagne basée sur la réalité des faits concernant les migrant-es, ils se sont adaptés aux opinions réactionnaires. Oui, ils ont largement remporté les élections, mais Reform UK, le mouvement d'extrême droite de Nigel Farage, a gagné 4 millions de suffrages et nous faisons maintenant face à une nouvelle dynamique des bandes fascistes dans les rues.

La nuit du 7 août donne quelques espoirs. On pouvait ressentir l'euphorie et la confiance de la foule qui percevait vraiment la possibilité de reprendre la rue. Sur le plan national, les fascistes ont échoué à poursuivre les violences de la semaine précédente, ce qui souligne leurs limites organisationnelles. Bien qu'ils soient capables de rassembler 15 000 personnes à Trafalgar Square pour une manifestation ponctuelle, ils sont incapables d'organiser et de coordonner des actions dans 40 villes différentes.

L'extrême droite est massivement issue de couches atomisées de la société, parfois radicalisées par le complotisme de type « alt-right » ou QAnon (3), qui inculque le racisme et une bataille idéologique sur les supposés dangers des vaccins, de l'immigration et des transgenres. Elles mènent une campagne sur les réseaux sociaux, mais aussi par le biais des médias classiques, par des politiciens opportunistes et des journalistes qui accordent du crédit à ces préjugés pour construire leurs carrières.

Les enquêtes judiciaires ont démontré que beaucoup d'entre eux sont des petits entrepreneurs, bien plus que des représentant-es d'une anxiété imaginaire de la classe ouvrière face à l'érosion de vagues abstractions nationalistes. Comme c'était le cas le 6 janvier lors de l'attaque du Capitole aux

États-Unis, ceux qui ont participé étaient des gens privilégiés mais précaires, perméables aux discours de division des puissants, parce qu'ils entrent en écho avec leurs existences aliénées. Mais, presque aussi inquiétants que ceux qui sont venus pour terroriser des personnes vulnérables, bien d'autres se contentent de répéter sans esprit critique des idées racistes et fanatiques.

La peur change de camp

Face à un mouvement de masse antifasciste bien organisé, les faiblesses de ces formations ont été heureusement mises en lumière. Des milliers de personnes se sont également rassemblées un jour de semaine, le soir, dans un délai relativement court, dans les villes de Newcastle, Birmingham, Bristol, Liverpool, Finchley, Oxford, Sheffield et Brighton. Les médias et les politiciens ont exagéré le rôle des réseaux sociaux afin de minimiser la manière dont le discours anti-immigré-es et l'austérité avaient aidé les fascistes. Les réseaux sociaux se placent dans un contexte social beaucoup plus large, et jouent un rôle contradictoire : beaucoup de gens ont été informés des manifestations progressistes à travers les réseaux sociaux aussi bien que grâce aux efforts des organisations antiracistes traditionnelles.

Ce matin du 8 août, en regardant les matinales des différentes chaînes de télévision, on pouvait constater que la mobilisation victorieuse avait de nouveaux partisans... Les médias et la caste politique avaient dit aux gens de ne pas participer aux manifestations, mais toutes les Unes de la presse, y compris les très réactionnaires *Daily Mail* et *Daily Express*, qui publient souvent des histoires anti-immigré-es, exultaient sur la manière dont la population s'était débrouillée pour faire reculer la violence fasciste.

Durant la matinale de la BBC, au moins un ancien chef de la police a eu la bonne grâce et l'honnêteté de reconnaître que la mobilisation de masse avait été le facteur décisif, et pas les capacités de la police ou la dissuasion par le biais des peines sévères. La députée locale de Walthamstow, Stella Creasy, qui jusque-là avait demandé aux gens de ne pas participer aux manifestations a, par la suite, hypocritement, félicité la mobilisation.

Nos ressources pour construire un mouvement antifasciste

Ce qui n'est pas dit publiquement est une réalité importante. Des courants qui

sont à l'extérieur du Parti travailliste ont une certaine capacité à mobiliser des milliers de personnes de manière indépendante. On l'a vu avec le mouvement de solidarité avec la Palestine ; on le voit aujourd'hui avec le mouvement antifasciste. Il y a maintenant un certain nombre de député-es indépendant-es qui peuvent soutenir de tels mouvements ; Jeremy Corbyn et les quatre député-es « Gaza » ont publié une déclaration soutenant les contre-mobilisations. Si la gauche radicale peut travailler d'une manière non sectaire, unitaire, alors nous pourrions réaliser des progrès significatifs.

Nous avons besoin de travailler au sein des mouvements sociaux qui ont émergé contre le racisme, en solidarité avec la Palestine, pour s'opposer au réchauffement climatique incontrôlable, ainsi qu'avec les député-es indépendant-es et le petit nombre de député-es travaillistes qui contestent Starmer et, par-dessus tout, au sein des syndicats pour continuer à construire une alternative de combat à un gouvernement qui mise tout sur un partenariat avec le capital. Ses politiques ne généreront pas le changement radical qui pourrait réduire les inégalités et couper l'herbe sous le pied des fascistes qui exploitent la colère du peuple provoquée par l'austérité et la désillusion vis-à-vis des politiciens.

Hier, nous avons remporté une bataille et, comme *Socialist Worker* l'a judicieusement écrit, la peur a changé de camp. Néanmoins, la menace fasciste demeure, de même que l'écosystème qui la nourrit – Reform UK et le consensus politique dominant qui définit les immigré-es comme étant « le problème ». Ce qui signifie qu'ils ne vont pas disparaître de sitôt. Notre site et des groupes comme Stand up to Racism vous tiendront informés des protestations à venir. ■

8 août 2024

2) Le Mur rouge (red wall en anglais) est un terme utilisé en politique au Royaume-Uni pour désigner les circonscriptions électorales des Midlands et du Nord de l'Angleterre historiquement favorables au Parti travailliste.

3) L'alt-right est un terme désignant une partie de l'extrême droite américaine qui rejette le conservatisme classique et milite pour le suprématisme blanc, contre le féminisme et le multiculturalisme et qui relève également du sexisme, de l'antisémitisme, du conspirationnisme, de l'opposition à l'immigration et à l'intégration des immigrés. QAnon est une mouvance conspirationniste d'extrême droite venue des États-Unis, regroupant les promoteurs de théories du complot selon lesquelles une guerre secrète a lieu entre Donald Trump et des élites implantées dans le gouvernement (l'État profond ou Deep State), les milieux financiers et les médias, qui commettraient des crimes pédophiles, cannibales et sataniques.

Comment la gauche a organisé la diaspora philippine

Par
Alex de Jong*

Plus de 10 % de la population des Philippines travaille à l'étranger et envoie des fonds qui sont essentiels à l'économie du pays. Un livre récent explique comment la gauche a acquis une grande influence dans cette population et la perdue rapidement.

Lorsque des gens quittent leur pays et s'installent dans un autre, ils ne forment pas automatiquement une diaspora. C'est plutôt l'activité politique et la mobilisation qui façonnent une diaspora, affirme Sharon M. Quinsaat, professeure agrégée de sociologie au Grinnell College (USA), dans son livre intitulé *Insurgent Communities : How Protests Create a Filipino Diaspora*.

Les migrant-es philippin-es constituent un cas intéressant pour différentes raisons. Non seulement la population migrante philippine, qui compte plus de dix millions de personnes réparties dans plus de deux cents pays et territoires, est l'une des plus importantes au monde, mais la migration de travail est un élément essentiel

de l'économie philippine. Et bien que les persécutions politiques aient poussé une partie de la diaspora philippine à quitter son pays, surtout pendant la dictature de Ferdinand Marcos entre 1972 et 1986, il ne s'agit pas de persécutions ethniques ou religieuses, les causes « classiques » de la création de diasporas.

Tant Bongbong Marcos, l'actuel président philippin et fils de l'ancien dictateur, que son prédécesseur, Rodrigo Duterte, ont joué un rôle important dans le blanchiment de l'héritage de Ferdinand Marcos, qui a été enterré en 2016, avec les honneurs militaires, dans le cimetière national. La diaspora philippine était autrefois une source importante de résistance contre la dictature que les gouvernements conservateurs successifs ont cherché à réhabiliter. Et aujourd'hui, une grande partie de la diaspora soutient des

dirigeants de droite comme Duterte et Bongbong Marcos. Cette évolution ne s'est pas produite de manière isolée. Elle est, comme le montre Quinsaat, le résultat des transformations de la politique mondiale et du capitalisme.

Modèles coloniaux et néocoloniaux

Le colonialisme « *prédisposait les Philippines à devenir un pays d'émigration* », écrit Quinsaat. L'émigration a commencé pendant la colonisation espagnole de l'archipel mais, à la fin du 19^e siècle, l'Espagne n'était le pays de destination que pour un groupe restreint – mais influent – de Philippin-es qui essayaient d'échapper aux persécutions des autorités coloniales ou cherchaient à poursuivre leurs études.

Les revendications pour des réformes démocratiques de ces *Ilustrados* (les Philippin-es éduqué-es et fortuné-es), bien qu'initialement plutôt modestes, se sont heurtées à l'attitude intransigente des autorités coloniales – un nationalisme naissant s'étant mêlé au mécon-

te n t e m e n t populaire après l'éclatement de la révolution philippine en 1896. Deux ans plus tard, les États-Unis déclarent la guerre à l'Espagne et la nouvelle puissance montante prend le contrôle des Philippines, marquant une nouvelle ère coloniale et le « véritable début de l'émigration philippine ».

La politique coloniale américaine a fait des Philippin-es des « ressortissant-es américain-es » (« US nationals »), leur refusant les droits politiques tout en leur permettant de circuler librement à l'intérieur des frontières américaines. Au début du 19^e siècle, le gouvernement américain a commencé à recruter des Philippin-es pour travailler dans ses bases navales. Un grand nombre d'entre eux et elles ont commencé à travailler dans des plantations à Hawaï et sur la côte ouest des États-Unis. Ils étaient souvent saisonnier-es,



Alex de Jong

Alex de Jong est militant de la IV^e Internationale, codirecteur de l'Institut international de formation et de recherche à Amsterdam, éditeur du journal en ligne *Grenzeloos* (Sans frontières). Cet article a été publié par *Jacobin*. Traduit par A.L.

voyageant entre les plantations et les fermes, occupant des emplois de grooms, cuisiniers, plongeurs dans les hôtels et restaurants et concierges pendant l'hiver. L'un d'entre eux, Carlos Bulosan, s'est inspiré de ses propres expériences et de celles des travailleurs philippins qui l'entouraient pour écrire le roman classique de la classe ouvrière *America Is in the Heart* (L'Amérique au cœur) (1).

En 1946, les États-Unis ont officiellement proclamé l'indépendance des Philippines. Mais des traités qui liaient les politiques économiques philippines à celles de leur ancien colonisateur, et offraient un traitement préférentiel aux entreprises américaines, ont maintenu les deux pays attachés. La marine américaine a également continué à recruter des Philippin-es, dont une grande partie ont fini par obtenir la nationalité américaine et fait venir leur famille. Parmi les pionniers de la main-d'œuvre émigrée philippine moderne, on trouve des infirmières qui, formées selon les normes américaines, ont pu travailler à l'étranger.

En tant que communauté importante et établie de longue date, les Philippin-es des États-Unis constituent un groupe facile à étudier lorsqu'on s'intéresse à la diaspora philippine. Quinsaat compare leur cas à celui d'un autre groupe, moins connu :

1) « The Legend of Carlos Bulosan », 2 janvier 2015, International Longshore & Warehouse union.

les Philippin-es des Pays-Bas. À partir des années 60 et 70, un petit nombre de travailleuses sont arrivées aux Pays-Bas, d'abord comme infirmières, puis dans l'industrie textile.

La maîtrise généralisée de l'anglais, héritage du colonialisme américain et du système éducatif qu'il avait mis en place, a facilité ces migrations, mais c'est la situation néocoloniale des Philippines dans le capitalisme mondial qui a réellement fait de ce pays un exportateur de main-d'œuvre. En 1974, Ferdinand Marcos a officiellement institué le programme d'emploi à l'étranger et « déplacé le centre de la migration internationale, des États-Unis vers de nouvelles destinations dans le monde entier ». L'encouragement à l'émigration internationale s'est poursuivi après que le dictateur a été renversé par la protestation populaire en 1986.

Les mesures néolibérales, sous la forme d'un plan d'ajustement structurel imposé par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ont entraîné une augmentation du chômage, l'agriculture et les entreprises philippines n'étant pas en mesure de résister à la concurrence internationale. Combinées à la casse des services publics et de la protection sociale imposées par le même programme, ces mesures ont conduit à l'extension de la pauvreté.

Dans ces conditions, « la migration est devenue non seulement une solution politique officielle pour atténuer l'impact des crises grâce aux envois de fonds, mais aussi une stratégie d'adaptation – un mode de vie accepté – pour les Philippin-es ordinaires afin de surmonter les difficultés quotidiennes », écrit Sharon Quinsaat. Plutôt que d'essayer d'introduire des mesures s'attaquant aux causes profondes qui poussent les gens à quitter leur foyer et leur famille, les gouvernements philippins successifs ont poursuivi des politiques économiques qui ont enfermé le pays dans une position de fournisseur de main-d'œuvre et de ressources bon marché pour le capital international.

Quinsaat souligne que « le cas des Philippines est unique en raison du rôle de l'État philippin dans la stimulation et

la gestion de la migration de ses citoyens, reconnu par la Banque mondiale pour « son système d'aide aux travailleurs migrants très développé, qui est un modèle pour les autres pays d'émigration ».

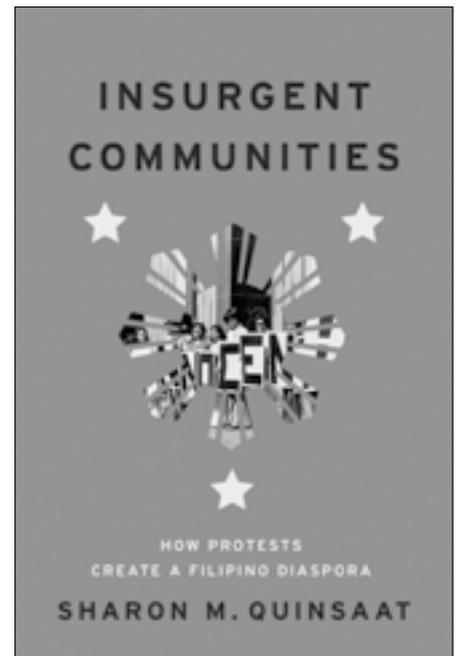
Aujourd'hui, les travailleurs/ses philippin-es vivant à l'étranger constituent une partie essentielle de la classe ouvrière du pays. Représentant environ 10 % de la population totale du pays, ils envoient plus de 30 milliards de dollars américains, soit plus de 9 % du PIB des Philippines. L'émigration fonctionne également comme une « soupape de sécurité », attirant de jeunes travailleurs à la recherche d'une vie meilleure pour eux-mêmes et leurs proches. En d'autres termes, il s'agit du type de personnes qui constituerait un électorat naturel pour les mouvements d'opposition dans le pays.

S'organiser pour le changement

Insurgent Communities ne traite pas les Philippin-es travaillant à l'étranger comme de simples victimes des relations capitalistes internationales. L'essentiel de l'ouvrage traite des différentes manières dont elles et ils se sont organisés pour résister à l'exploitation et à l'oppression dans leur pays d'origine et à l'étranger. Plus que toute identité ethnique naturelle, cette activité a été, selon Quinsaat, cruciale pour la formation de la diaspora philippine.

L'une des organisations qui a joué un rôle important dans ce processus est le Katipunan ng Demokratikong Pilipino (Union des Philippins démocrates ; KDP), basé aux États-Unis. Fondée en 1973, le KDP a rassemblé différentes générations, unissant les militant-es nés-es aux États-Unis et les immigrants récents, et a fait le lien entre les luttes nationales et internationales. Le KDP « a mené une lutte transnationale sur deux fronts : contre la dictature de Marcos aux Philippines et contre le capitalisme aux États-Unis ».

La démocratie aux Philippines devait, espérait-on, mettre fin à la nécessité pour les Philippin-es de quitter le pays, tandis que la lutte pour le socialisme aux États-Unis était considérée comme



Insurgent Communities : How Protests Create a Filipino Diaspora par Sharon M. Quinsaat. University of Chicago Press, 2024.

faisant partie de la lutte pour mettre fin à l'exploitation et au racisme auxquels les travailleurs/ses philippin-es étaient confrontés dans ce pays. L'idéologie du KDP était largement influencée par le maoïsme du Parti communiste des Philippines (CPP), clandestin, auquel il était étroitement lié dans les années 70.

Le KDP s'inscrivait dans la radicalisation générale de la fin des années 60 et des années 70. De jeunes militant-es philippin-es américain-es « ont exprimé leur solidarité avec les communistes du Vietnam qui, selon eux, luttèrent pour l'indépendance et l'autodétermination ». Ces militant-es radicaux considéraient la guerre du Vietnam comme la continuation de l'impérialisme raciste américain en Asie, qui avait auparavant colonisé les Philippines. Ils se sont réapproprié l'histoire des premières luttes anticoloniales aux Philippines et se sont considérés comme ses héritiers.

Comparée à celle des États-Unis, la communauté philippine aux Pays-Bas était petite et homogène. La première génération d'activistes est née en dehors de cette communauté. En 1975, des volontaires de l'aide au développement et des missionnaires néerlandais ont créé le Filippijnengroep Nederland (Groupe philippin néerlandais) dans le but d'attirer l'attention sur la violation des droits humains dont ils avaient pris conscience lors de leur séjour aux Philippines. Par un hasard de l'histoire,

les Pays-Bas ont ensuite accueilli les principaux dirigeants du CPP qui, avec l'aide de congrégations religieuses, ont réussi à obtenir le statut de réfugié dans le pays. Utrecht a accueilli le bureau du National Democratic Front (NDF) des Philippines, un front d'organisations de masse sous le contrôle du parti qui fonctionnait comme son aile diplomatique.

L'analyse par Quinsaat des deux communautés, très différentes, montre les similitudes entre les défis auxquels les militant-es ont dû faire face. Aux États-Unis comme aux Pays-Bas, les militant-es ont été confronté-es à des tensions liées au fait qu'ils s'organisaient au sein de communautés ayant des liens différents avec des pays différents. Le KDP a été confronté à l'opposition de militants qui considéraient que son opposition à la dictature de Marcos était « source de division » et que son radicalisme dans les luttes menées aux États-Unis n'était pas apprécié par les militants libéraux philippins, y compris les exilés bourgeois des Philippines, qui voulaient faire du lobbying sur l'État américain pour qu'il fasse pression sur Marcos. Mais c'est la radicalité du KDP qui lui a permis de rassembler les migrant-es récent-es et les exilé-es de la lutte contre la dictature aux Philippines, avec les jeunes générations aux États-Unis, radicalisées par leur propre expérience du racisme et de l'exploitation.

« *Le militantisme façonne le moi et l'identité* », résume Quinsaat, et c'est l'une des principales thèses de son livre. Ce n'est pas seulement l'identification des militant-es qui a changé ; en faisant partie de communautés et de mouvements plus vastes, ils ont modifié celle de groupes plus larges. L'identification au peuple philippin a été séparée de la loyauté à l'État philippin par l'organisation de la lutte contre la dictature. Le nationalisme philippin s'est enrichi d'un nouveau contenu anti-impérialiste en se rattachant à l'histoire des révoltes anticoloniales, tandis que les identités culturelles se politisaient.

Flux et reflux

Insurgent Communities documente les tentatives des militants de la diaspora pour s'opposer à la réhabilitation de la dictature de Marcos, mais aujourd'hui le soutien des travailleurs/ses d'outre-mer aux dirigeants de droite est très élevé. Alors que Marcos a obtenu 58 % des voix



Manifestation sur la place du Dam à Amsterdam, Pays-Bas, contre les violations des droits humains aux Philippines, le 21 septembre 1987. © Sepia Times / Universal Images Group via Getty Images.

parmi les Philippin-es du pays, ce chiffre s'élève à 72 % dans la diaspora.

De nombreuses analyses de la popularité de Duterte et de Marcos évoquent le rôle de la désinformation qui présente la dictature comme un âge d'or pour les Philippines. Quinsaat souligne que, bien qu'il s'agisse d'un facteur important, cela soulève la question de savoir comment ces informations ont été reçues ; pourquoi les gens les ont-ils trouvées crédibles, comment ont-elles semblé avoir un sens pour eux ? *Insurgent Communities* est en partie un document sur le déclin de l'influence de la gauche dans la diaspora philippine et son remplacement par d'autres points d'identification qui présentent les difficultés du pays non pas en termes d'impérialisme et d'exploitation capitaliste, mais comme le résultat d'un manque supposé de « discipline » et en déduisent la nécessité d'un pouvoir autoritaire.

Tout comme son ascension, le déclin de l'influence de la gauche américano-philippine ne peut être dissocié du déclin international de la gauche et de la perte de crédibilité du socialisme en tant qu'alternative. L'évolution de la situation

aux Philippines n'entre pas dans le cadre de cet article, mais la crise dans laquelle est entrée la principale organisation de la gauche philippine, le CPP, à la fin des années 80, a eu des répercussions sur les initiatives internationales qui étaient parfois directement liées au parti. L'attitude incohérente du parti et de son réseau transnational à l'égard de Duterte n'a pas aidé non plus. Malgré le nombre croissant de victimes de la soi-disant guerre contre la drogue, un certain nombre de militant-es de premier plan mis en place par le NDF ont continué à servir Duterte à des postes ministériels, même après l'enterrement national de Marcos en 2016.

Insurgent Communities est un livre relativement court mais dense. Les lecteurices qui cherchent à comprendre l'évolution du sentiment d'identification et les défis auxquels est confronté le militantisme transnational en tireront sans doute beaucoup d'enseignements. Pour les militant-es qui cherchent à créer de nouvelles communautés insurgées, ce livre est un outil précieux. ■

Le 7 février 2024

Vos livres et revues sur internet : la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Le surréalisme comme mouvement révolutionnaire

Le surréalisme n'est pas, et n'a jamais été, une école littéraire ou un courant artistique « d'avant-garde » (comme le cubisme ou le fauvisme), mais une vision du monde, un mode de vie, et une tentative éminemment subversive de réenchanter le monde. Il est aussi une aspiration utopique et révolutionnaire à « *transformer le monde* » (Marx) et « *changer la vie* » (Rimbaud) : deux mots d'ordre identiques, selon André Breton. C'est une aventure en même temps poétique et politique, magique et ludique. Elle a commencé à Paris il y a cent ans, en 1924. Elle continue aujourd'hui.

Par
Michael Löwy*

Le surréalisme est, dès son origine, un mouvement international. Cependant, dans les pages suivantes nous allons nous occuper surtout du groupe surréaliste de Paris, d'abord autour d'André Breton, mais qui a continué son activité après le décès de l'auteur des *Manifestes du surréalisme*.

L'aspiration révolutionnaire est à l'origine même du surréalisme et prend d'abord une forme libertaire, dans le *Premier Manifeste du Surréalisme* (1924) d'André Breton : « *Le seul mot de liberté est tout ce qui m'exalte encore* ». En 1925, le désir de rompre avec la civilisation bourgeoise occidentale conduit Breton à se rapprocher des idées de la révolution d'Octobre, comme en témoigne son compte rendu du *Lénine* de Léon Trotsky. S'il adhère en 1927 au Parti communiste français, il ne garde pas moins, comme il s'en explique dans la brochure *Au grand jour, son « droit de critique »*.

C'est le *Second Manifeste du Surréalisme* (1930) qui tire toutes les conséquences de cet acte, en affirmant « *totallement, sans réserve, notre adhésion au principe du matérialisme historique* ». Tout en faisant valoir la distinction, l'opposition même, entre le « *matérialisme primaire* » et le « *matérialisme moderne* » dont se réclame Friedrich Engels, André Breton insiste sur le fait que « *le surréalisme se considère comme lié indissolublement, par*

suite des affinités que j'ai signalées, à la démarche de la pensée marxiste et à cette démarche seule ».

Un marxisme émerveillé

Il va de soi que son marxisme ne coïncide pas avec la vulgate officielle du Komintern. On pourrait peut-être le définir comme un « marxisme gothique », c'est-à-dire un matérialisme historique sensible au *merveilleux*, au moment *noir* de la révolte, à l'*illumination* qui déchire, comme un éclair, le ciel de l'action révolutionnaire.

Il appartient en tout cas, comme celui de José Carlos Mariategui, de Walter Benjamin, d'Ernst Bloch et de Herbert Marcuse, à un courant souterrain qui traverse le 20^e siècle : le *marxisme romantique*. C'est-à-dire une forme de pensée qui est fascinée par certaines formes culturelles précapitalistes et qui rejette la rationalité froide et abstraite de la civilisation industrielle moderne – mais qui transforme cette nostalgie du passé en force dans le combat pour la transformation révolutionnaire du présent. Si tous les marxistes romantiques s'insurgent contre le désenchantement capitaliste du monde – résultat logique et nécessaire de la quantification, mercantilisation et réification des rapports sociaux – c'est chez André Breton et le surréalisme que la tentative romantique/révolutionnaire de *réenchantement du monde* par l'imagination atteint son expression la plus éclatante.

Le marxisme de Breton se distingue aussi de la tendance rationaliste/scientiste, carté-



Michael Löwy

Michael Löwy est militant de la IV^e Internationale. Il est l'auteur notamment de *L'étoile du matin, Surréalisme et marxisme*, janvier 2000, Syllepse, et de *La Comète incandescente. Roman-tisme, surréalisme, subversion*, Orange, Éditions le Retrait, 2020.

sienne/positiviste, fortement marquée par le matérialisme français du 18^e siècle – qui dominait la doctrine officielle du communisme français – par son insistance sur l'héritage *dialectique hégélien* du marxisme. Dans sa conférence à Prague (mars 1935) sur « la situation surréaliste de l'objet » il insistait sur la signification capitale du philosophe allemand pour le surréalisme : « *Hegel, dans son Esthétique, s'est attaqué à tous les problèmes qui peuvent être tenus actuellement, sur le plan de la poésie et de l'art, pour les plus difficiles et qu'avec une lucidité sans égale il les a pour la plupart résolus [...]. Je dis qu'aujourd'hui encore c'est Hegel qu'il faut aller interroger sur le bien ou le mal-fondé de l'activité surréaliste dans les arts* ». (1) Quelques mois plus tard,

1) A. Breton, *Position politique du surréalisme*, Paris, Denoël, 1972, pp. 128-129.



Diego Rivera, Léon Trotsky et André Breton en 1938. © Manuel Álvarez Bravo

dans son célèbre discours au Congrès des écrivains pour la défense de la culture (juin 1935), il revient à la charge et ne craint pas de proclamer, à contre-courant d'un certain chauvinisme antigermanique : « C'est avant tout dans la philosophie de langue allemande que nous avons découvert le seul antidote efficace contre le rationalisme positiviste qui continue ici à exercer ses ravages. Cet antidote n'est autre que le matérialisme dialectique comme théorie générale de la connaissance. » (2)

Breton et Trotsky

La suite de l'histoire est connue : de plus en plus proches des positions de Trotsky et de l'opposition de gauche, la plupart des surréalistes (sans Louis Aragon !)

vont rompre définitivement avec le stalinisme en 1935. Ce n'est en rien une rupture avec le marxisme, qui continue à inspirer leurs analyses, mais avec l'opportunisme de Staline et ses acolytes qui « tend malheureusement à annihiler ces deux composantes essentielles de l'esprit révolutionnaire » qui sont : le refus spontané des conditions de vie proposées aux êtres humains et le besoin impérieux de les changer. (3)

En 1938 Breton rend visite à Trotsky au Mexique. Ils vont rédiger ensemble un des documents les plus importants de la culture révolutionnaire au 20^e siècle : l'appel « Pour

un art révolutionnaire indépendant », qui contient le passage célèbre suivant : « pour la création culturelle [la révolution] doit dès le début même établir et assurer un régime anarchiste de liberté individuelle. Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement ! [...] Les marxistes peuvent marcher ici la main dans la main avec les anarchistes ». Comme l'on sait, ce passage est de la plume de Trotsky lui-même, mais l'on peut supposer aussi

qu'il est le produit de leurs longues conversations au bord du lac Patzcuaro. (4)

C'est dans l'après-guerre que la sympathie de Breton pour l'anarchie va se manifester plus clairement. Dans *Arcane 17* (1947) il rappelle l'émotion qu'il ressentit

lorsque, enfant encore, il découvrit dans un cimetière une tombe avec cette simple inscription : « ni Dieu ni Maître ». Il énonce, à ce propos, une réflexion générale : « au-dessus de l'art, de la poésie, qu'on le veuille ou non, bat aussi un drapeau tour à tour rouge et noir » – deux couleurs entre lesquelles il refuse de choisir.

D'octobre 1951 à janvier 1953, les surréalistes vont collaborer régulièrement, avec des articles et des billets, avec le journal *le Libertaire*, organe de la Fédération anarchiste française. Leur principal correspondant dans la Fédération était à ce moment le communiste libertaire

Georges Fontenis. C'est à cette occasion qu'André Breton écrira le texte flamboyant intitulé « La claire tour » (1952), qui rappelle les origines libertaires du surréalisme : « OÙ le surréalisme s'est pour la première fois reconnu, bien avant de se définir à lui-même, et quand il n'était encore qu'association libre entre individus rejetant spontanément et en bloc les contraintes sociales et morales de leur temps, c'est dans le miroir noir de l'anarchisme ». Malgré la rupture intervenue en 1953, Breton n'a pas coupé les ponts avec les libertaires, continuant à collaborer à certaines de leurs initiatives. (5)

Révolutionnaires impénitents

Cet intérêt et cette sympathie active pour le socialisme libertaire ne conduisent pas pour autant les surréalistes à renier leur adhésion à la révolution d'Octobre et aux idées de Léon Trotsky. Dans une intervention le 19 novembre 1957, André Breton persiste et signe : « Contre vents et marées, je suis de ceux qui retrouvent encore, au souvenir de la révolution d'Octobre, une bonne part de cet élan inconditionnel qui me porta vers elle quand j'étais jeune et qui impliquait le don total de soi-même ». Saluant le regard de Trotsky, tel qu'il apparaît, en uniforme de l'armée rouge, dans une vieille photographie de 1917, il proclame : « Un tel regard et la lumière qui s'y lève, rien ne parviendra à l'éteindre, pas plus que Thermidor n'a pu altérer les traits de Saint-Just ». Enfin, en 1962, dans un hommage à Natalia Sedova qui venait de mourir, il appelle de ses vœux le jour où enfin « non seulement toute justice serait rendue à Trotsky mais encore seraient appelées à prendre toute vigueur et toute ampleur les idées pour lesquelles il a donné sa vie ». (6)

2) Dans Maurice Nadeau, *Documents surréalistes*, Paris, Éditions du Seuil, p. 298.

3) « Du temps que les surréalistes avaient raison », in M. Nadeau, *Documents Surréalistes*, p. 309.

4) La documentation sur cette « rencontre entre le Lion et l'Aigle » a été rassemblée par Arturo Schwarz dans son petit livre *Breton/Trotsky*, Paris, 10/18, 1977. On peut aussi lire utilement les textes de Marguerite Bonnet et Gérard Roche dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 25, mars 1986 (numéro sur « Trotsky et les écrivains français »).

5) A. Breton, « La claire tour », *La clé des champs*, Paris, 10/18, 1967, p. 424. Sur cet épisode voir les deux remarquables brochures publiées, sous le titre « Surréalisme et Anarchisme », par l'Atelier de Création Libertaire de Lyon, en 1992 et 1994.

6) Ces deux textes se trouvent dans A. Schwarz, *Breton/Trotsky*, pp. 194, 200.

Le surréalisme est peut-être ce point de fuite idéal, ce lieu suprême de l'esprit où se rejoignent la trajectoire libertaire et celle du marxisme révolutionnaire. Mais il ne faut pas oublier que le surréalisme contient ce qu'Ernst Bloch appelait « *un excédent utopique* », un excédent de lumière noire qui échappe aux limites de tout mouvement social ou politique, pour révolutionnaire qu'il soit. Cette lumière émane du noyau infracassable de nuit de l'esprit surréaliste, de sa quête obstinée de l'or du temps, de sa plongée éperdue dans les abîmes du rêve et du merveilleux.

Après Breton

En 1969, quelques figures de proue du surréalisme parisien, comme Jean Schuster, Gérard Legrand et José Pierre, décident que, compte tenu de la mort d'André Breton en 1966, il est préférable de dissoudre le Groupe surréaliste.

Cette conclusion est cependant rejetée par de nombreux autres surréalistes, qui décident de poursuivre l'aventure. Malheureusement, la plupart des comptes-rendus académiques ou grand public sur le surréalisme tiennent pour acquis que le groupe s'est « dissous » en 1969. Pour la plupart des historiens de l'art, le surréalisme n'était rien d'autre qu'une des nombreuses « avant-gardes artistiques », comme le cubisme ou le futurisme, qui ont eu une durée de vie très courte.

Vincent Bounoure (1928-1996) est celui qui a donné l'impulsion à la nouvelle période d'activité surréaliste, et il est resté une figure inspirante jusqu'à son dernier jour. Poète doué et essayiste brillant, il était, comme sa compagne Micheline, fasciné par l'art océanien de Nouvelle-Guinée, sur lequel il a écrit plusieurs essais.

L'autre figure marquante du groupe après 1969 fut Michel Zimbacca (1924-2021), poète, peintre, cinéaste et personnage attachant. Son documentaire sur les « arts sauvages », *L'invention du monde* (1952), est considéré comme l'un des rares tableaux véritablement surréalistes ; Benjamin Péret a écrit le texte mytho-poétique qui commente les images. Le groupe surréaliste se réunissait aussi souvent dans l'appartement qu'il partageait avec sa compagne Anny Bonnin, dont les murs étaient décorés de merveilleuses peintures de lui-même et d'autres surréalistes, ainsi que d'une remarquable parure de plumes indigènes d'Amazonie. Bounoure et Zimbacca étaient le lien vivant entre le

mouvement surréaliste de l'après-1969 et le groupe fondé par André Breton en 1924.

Le Bulletin de liaison surréaliste

Dans les années 1970-1976, les surréalistes parisiens qui refusaient de baisser les bras se sont regroupés – en étroite relation avec leurs amis de Prague – autour d'une modeste revue, le *Bulletin de liaison surréaliste* (BLS). Le Bulletin comprend un débat sur « le surréalisme et la révolution » avec Herbert Marcuse. Parmi de nombreux autres joyaux, un article de l'anthropologue Renaud en soutien aux Indiens des États-Unis réunis à Standing Rock en juillet 1974.

Dans le dernier numéro du BLS d'avril 1976, une déclaration collective est publiée en faveur d'un jeune cinéaste surréaliste brésilien, Paulo Paranagua, et de sa compagne, Maria Regina Pilla, arrêtés en Argentine et accusés de « propagande subversive ». Initié par les surréalistes, l'appel a été publié par Maurice Nadeau dans *la Quinzaine littéraire*, et signé également par des intellectuels français de renom, tels que Deleuze, Mandiargues, Foucault et Leiris.

Les surréalistes parisiens entretenaient des relations étroites avec le groupe de Prague, qui vivait dans une semi-clandestinité sous le régime stalinien imposé à la Tchécoslovaquie après l'invasion soviétique de 1968. Ils pouvaient se rencontrer de manière informelle dans des maisons privées, mais leur *Journal Analogon* était interdit et ils ne pouvaient pas exposer leurs œuvres ou leurs films. En 1976, à l'initiative de Vincent Bounoure, les surréalistes de Paris et de Prague publient ensemble, en France aux Éditions Payot, un recueil d'essais, *la Civilisation surréaliste*.

Continuer malgré le reflux

Le groupe surréaliste a toujours été très politique, depuis 1924. Après 1969, cela reste vrai, mais ne signifie pas qu'il s'agit d'adhérer à des organisations politiques existantes. Quelques membres ont participé à des organisations trotskistes (Ligue communiste révolutionnaire, section fran-

çaise de la Quatrième Internationale), d'autres à la Fédération anarchiste ou à la CNT anarcho-syndicaliste. Mais la plupart des surréalistes parisiens n'appartenaient à aucune organisation ; l'esprit commun était anti-autoritaire et révolutionnaire, avec une tendance libertaire dominante. C'est cet esprit qui a inspiré leurs activités et les déclarations communes publiées au cours de ces années.

En 1987 une déclaration commune a été publiée, en soutien aux communautés indigènes Mohawk qui luttent pour leurs terres contre l'État canadien. Plusieurs autres déclarations favorables aux mouvements indigènes seront publiées au cours des prochaines années. Ceci est bien sûr lié à la tradition anti-autoritaire et anticolonialiste du mouvement, et à son rejet de la civilisation occidentale moderne. Mais

« *Quelles que soient ses limites et ses difficultés, le mouvement surréaliste à Paris a maintenu vivante, au cours des 50 dernières années, la flamme rouge et noire de la rébellion, le rêve anti-autoritaire d'une liberté radicale, l'insoumission poétique aux pouvoirs en place et le désir obstiné de réenchanter le monde.* »

cette empathie et le vif intérêt pour les « arts sauvages » sont aussi l'expression d'un état d'esprit romantique/révolutionnaire anticapitaliste : les surréalistes croyaient – comme le premier romantique, Jean-Jacques Rousseau, qui louait la liberté des Caribéens – que l'on pouvait trouver,

dans ces cultures « sauvages » – les surréalistes n'aimaient pas le mot « primitif » –, des valeurs humaines et des modes de vie qui étaient, à bien des égards, supérieurs à la civilisation impérialiste occidentale.

En 1991 fut publié un *Bulletin surréaliste international* n° 1, à Stockholm, avec la réponse des groupes de Paris, Prague, Stockholm, Chicago, Madrid et Buenos Aires à une enquête sur la tâche actuelle du surréalisme. Le groupe de Paris insiste dans son texte sur le fait que « *le surréalisme n'est pas un ensemble de recettes esthétiques ou ludiques, mais un principe permanent de refus et de négativité, nourri aux sources magiques du désir, de la révolte, de la poésie [...]. Ni Dieu ni maître : plus que jamais cette vieille devise révolutionnaire nous semble pertinente. Elle est inscrite en lettres de feu sur les portes qui mènent, au-delà de la civilisation industrielle, à l'action surréaliste, dont le but est le réenchancement (et la réérotisation) du monde.* »



Au rendez-vous des amis, tableau réalisé par Max Ernst en décembre 1922, réunit un quinzaine de contemporains animant le surréalisme naissant, parmi lesquels l'artiste lui-même, à quelques personnages historiques. Parmi les différents individus apparaissant dans la peinture, dix-sept sont numérotés et nommés dans les légendes. Ce sont L. Aragon, J. Arp, J. Theodor Baargeld, A. Breton, R. Crevel, G. De Chirico, R. Desnos, F. Dostoïevski, G. Éluard, P. Éluard, M. Ernst, T. Fraenkel, M. Morise, J. Paulhan, B. Péret, Raphaël, P. Soupault.

Leurs célébrations et les nôtres

Pour protester contre les célébrations pompeuses du cinquième centenaire de la soi-disant « découverte des Amériques » (1992), les surréalistes ont publié en 1992 le *Bulletin Surréaliste International* n° 2, avec une déclaration commune signée par les groupes surréalistes d'Australie, de Buenos Aires, du Danemark, de Grande-Bretagne, de Madrid, de Paris, des Pays-Bas, de Prague, de Sao Paulo, de Stockholm et des États-Unis. Inspiré d'un essai écrit par la poétesse surréaliste argentine Silvia Grenier, ce document célèbre l'affinité élective du surréalisme avec les peuples indigènes, contre la civilisation occidentale qui a opprimé les peuples indigènes et tenté de détruire leurs cultures : « dans la lutte contre ce totalitarisme étouffant, le surréalisme est – a toujours été – le compagnon et le complice des indigènes ». Le *Bulletin* est publié en trois langues – anglais, français, espagnol – par les surréalistes de Chicago, qui fournissent en couverture un collage de Franklin et Penelope Rosemont représentant Colomb en Père Ubu d'Alfred Jarry.

Le Musée d'art moderne de Paris (Centre Georges-Pompidou) a ouvert une grande exposition d'art surréaliste au printemps 2002, sous le titre « Révolution surréaliste ». L'exposition n'avait en fait aucune signification révolutionnaire et tentait de présenter le surréalisme comme une expérience pure-

ment artistique, utilisant de « nouvelles techniques ». À l'entrée du musée, les visiteurs pouvaient prendre gratuitement un dépliant de quatre pages, qui expliquait que « le mouvement surréaliste voulait prendre une part active à l'organisation de la société » (?), qu'il avait eu une grande influence sur la société, et notamment sur « la publicité et les vidéoclips »... Agacé par ce fatras conformiste, Guy Girard proposa au groupe surréaliste de préparer un dépliant alternatif, sur un même 4 pages, avec des lettres similaires, mais un contenu totalement différent : le surréalisme y est décrit comme un mouvement révolutionnaire dont l'aspiration à la liberté et l'imagination subversive visaient à « abattre la domination capitaliste » ; le dépliant était illustré d'images de femmes artistes comme Toyen ou Leonora Carrington, quasiment absentes de l'exposition, ainsi que d'une photo historique de 1927 : « Notre collaborateur Benjamin Péret insultant un prêtre »... Les membres du groupe ont ensuite soigneusement déposé une pile du dépliant surréaliste sur le dépliant « officiel », afin que les visiteurs le ramassent. Le plus drôle, c'est que les commissaires de l'exposition, interpellés par le tract surréaliste, ont retiré leur propre pièce futile, et l'ont remplacée par une nouvelle, qui essayait de prendre en compte le fait que le surréalisme était un mouvement subversif anti-autoritaire qui dénonçait « la Famille, l'Église, la Patrie, l'Armée et le colonialisme »...

Les différents tracts et déclarations du groupe ont finalement été publiés dans le livre susmentionné, *Insoumission Poétique. Tracts, Affiches et déclarations du groupe de Paris du mouvement surréaliste 1970-2010* (Paris, Le Temps des Cerises, 2010). Guy Girard a édité le livre, rassemblé le matériel et les illustrations, et rédigé une brève présentation pour chaque document.

Le temps des rêves

Entre 2019 et 2024, cinq numéros d'une nouvelle revue parisienne ont vu le jour : *Alcheringa. Le surréalisme aujourd'hui*. *Alcheringa* est un mot issu d'une langue aborigène d'Australie, signifiant « le temps des rêves », évoqué par André Breton dans son essai *Main Première*. Enfin, en été 2024 a eu lieu, à la Maison André Breton de Saint-Cirq-la-Popie, l'Exposition surréaliste internationale « Merveilleuse Utopie » organisée par Joël Gayraud, Guy Girard et Sylwia Chrostowska.

Quelles que soient ses limites et ses difficultés, le mouvement surréaliste à Paris a maintenu vivantes, au cours des 50 dernières années, la flamme rouge et noire de la rébellion, le rêve anti-autoritaire d'une liberté radicale, l'insoumission poétique aux pouvoirs en place et le désir obstiné de réenchanter le monde. ■

Le 18 juin 2024

Un grand succès pour le camp international de jeunes!

La France a accueilli pour la troisième année consécutive les Rencontres internationales de Jeunesses pour leur 39^e édition. Après une période où le nombre de participant-es était en baisse, le camp connaît un nouveau souffle ! Nous étions 230 jeunes, contre 150 l'année dernière. Une participation à battre l'an prochain !

Par
les Jeunesses anticapitalistes*

La délégation des Jeunesses anticapitalistes du NPA-A était la plus nombreuse, avec 76 personnes, dont un grand nombre de sympathisant-es. Cela témoigne de la dynamique dans notre parti, notamment après les élections législatives, et montre que nos idées et nos revendications entrent en écho avec les préoccupations des jeunes en dehors de notre organisation.

Des camarades de nombreux pays étaient présent-es (surtout européens): Belgique, Danemark, État Espagnol, Suisse, Suède, Norvège, Ecosse, Angleterre, et une camarade des Philippines. Nous avons aussi accueilli des camarades de Lettonie, de Lituanie, avec lesquels les échanges ont permis de mesurer l'ampleur de la répression politique en Europe de l'Est vis-à-vis de toute idée progressiste de gauche. Des camarades irakien-nes seraient venu-es si leurs visas n'avaient pas été refusés. De manière générale, il faut renforcer nos liens internationalistes pour renforcer la venue de jeunes extra-européen-nes.

Soutien à la Palestine de tous les horizons

La Palestine a été une des préoccupations principales de ce camp. Une commission permanente s'est réunie et a rédigé un communiqué. Cela a permis d'échanger sur nos expériences militantes de cette année, très différentes selon les pays, et de réfléchir à des perspectives communes de mobilisation dans la jeunesse en soutien à la Palestine et pour la fin du génocide.

L'antivaldisme arrive en tant que sujet propre sur le camp. Il a toujours été traité et mentionné mais, cette année, une conférence et des ateliers étaient au programme. L'espace en non-mixité des personnes racisées a eu un impact politique important sur le camp avec des revendications des concerné-es et une prise de conscience globale de la nécessité d'y répondre. Même s'il y avait davantage de personnes racisées que l'année dernière, elles représentent une minorité sur le camp et il est indispensable d'en faire un espace où elles ne sont pas opprimées et prennent toute leur place.

Le camp international jeune, un espace autogéré qui fonctionne !

Les RIJ se déroulent dans un lieu d'échange et de découverte, avantage d'un camp entre jeunes où

l'erreur fait partie de l'apprentissage. Le camp fonctionne en autogestion, de l'organisation du programme à la tenue des ateliers, en passant par la réalisation des tâches ménagères. Cette semaine de RIJ permet la découverte et l'approfondissement de grands sujets politiques incontournables (anti-racisme, féminisme, écosocialisme, anti-LGBTIphobies,...) ou l'expérience de la non-mixité. La présence d'une *Awareness Team* a pour but de créer des espaces les plus sûrs possibles avec écoute et bienveillance. Au cours de la semaine, des activités diverses telles que des jeux ou des soirées nous permettent de sortir des normes sociales dans lesquelles nous sommes enfermés au quotidien. Les échanges entre les jeunes nous apportent toujours, qu'ils aient lieu sur les temps de formation ou informels, au sein d'une délégation comme (et surtout) dans les rencontres avec les camarades d'autres pays.

Les RIJ sont finalement une occasion de vivre un temps dans une société que nous essayons de rendre plus juste. Vive ment l'année prochaine, en Belgique où elles seront organisées par la Gauche Anticapitaliste ! ■

Le 2 septembre 2024

* Les Jeunesses anticapitalistes sont le secteur jeunes du NPA-L'Anticapitaliste. Elles ont coorganisé le camp international avec les jeunes de la Gauche écosocialiste et d'Ensemble.

